

ABBÉ PIERRE Le Vatican savait depuis 1959

PAGES 6-7

Libération



LIBAN 15H30, L'OPÉRATION BIPEURS EST DÉCLENCHÉE

Des centaines de membres du Hezbollah ont été touchés, mardi, par l'explosion simultanée de leurs bi-peurs, dans une opération attribuée à Israël faisant plusieurs morts et des milliers de blessés. La milice pro-iranienne promet des représailles. PAGES 2-4



EDITORIALPar
DOV ALFON**Inconcevable**

L'opération militaire inouïe et non-revendiquée qu'une puissance étrangère a menée hier au Liban et en Syrie coïncide toutes les cases d'un coup d'éclat des services de renseignement israéliens tels que le monde avait appris à les connaître avant l'échec fatal du 7 Octobre. Tout y est, la prouesse technologique, le secret des

préparatifs, l'audace opérationnelle, l'indifférence aux conséquences politiques, la rapidité de réalisation et la réalisation inconcevable de tous les objectifs visés. Des centaines de bipeurs ont explosé au même moment dans tout le Liban mardi après-midi, dans une attaque coordonnée contre les membres du Hezbollah, la milice pro-iranienne qui multipliait ces dernières semaines les bombardements sur le nord d'Israël. Un premier bilan bien provisoire faisait état de neuf morts et plus de 2800 blessés, dont 200 dans un état grave, poussant l'organisation chiite à admettre une «*faillite de sécurité gigantesque*». Ce qui frappe l'imaginaire dans cette opération est la

complexité du problème posé, et la simplicité de la solution trouvée. Le problème pour l'armée israélienne était de pouvoir mettre hors d'état de nuire des centaines de combattants anonymes d'une milice quasiment militaire, alors que Washington interdit à son allié de bombardier le Liban, Etat dont le Hezbollah maintient certaines zones sous sa tutelle. Comment les reconnaître, comment les localiser, puis comment les éliminer ? Le problème semble insurmontable. La solution proposée, faire exploser simultanément les appareils de communication personnels que l'organisation a fournis à ses membres, réduit d'un seul coup considérablement le défi : il ne s'agit plus de

frapper des centaines de combattants camouflés, mais de cibler un seul fournisseur. Se méfiant des smartphones que les services de renseignement israéliens pourraient trop aisément mettre sur écoute, le Hezbollah avait commandé des milliers de bipeurs, ces petits appareils discrets permettant de recevoir des messages par onde radio. Aisément identifiable – qui d'autre pourrait passer à l'Iran une commande pareille – c'est donc l'organisation elle-même qui a donné à ses troupes les mini-bombes qui allaient leur exploser dans la poche ou dans la main. L'attaque est signée électroniquement. Le Hezbollah ne s'y est pas trompé, menaçant mardi soir Israël de «*représailles terribles*». ♦

LIBAN Une attaque coordonnée inédite frappe le Hezbollah

Des centaines de bipeurs utilisés par le mouvement ont explosé simultanément, faisant près de 2800 victimes, dont au moins 9 morts. L'opération, attribuée au renseignement israélien, porte un sévère coup au parti chiite pro-iranien.

Le bipeur sonne. A la caisse d'un magasin, l'homme se penche vers l'appareil attaché à sa ceinture. Une demi-seconde plus tard, l'engin explose. Sa tête est jetée en arrière, il s'effondre. Sa casquette s'envole, soulevée par l'explosion, et retombe sur le comptoir. Il est environ 15h30 au Liban. Cette scène, captée sur une caméra de vidéosurveillance, se répète des dizaines et des dizaines de fois à travers le pays, quasi simultanément. Des hommes en train de faire leurs courses, des hommes en train de conduire, des hommes à table, assis, debout, cou-

chés... tués ou blessés dans l'explosion soudaine de leur bipeur, au milieu de l'après-midi mardi.

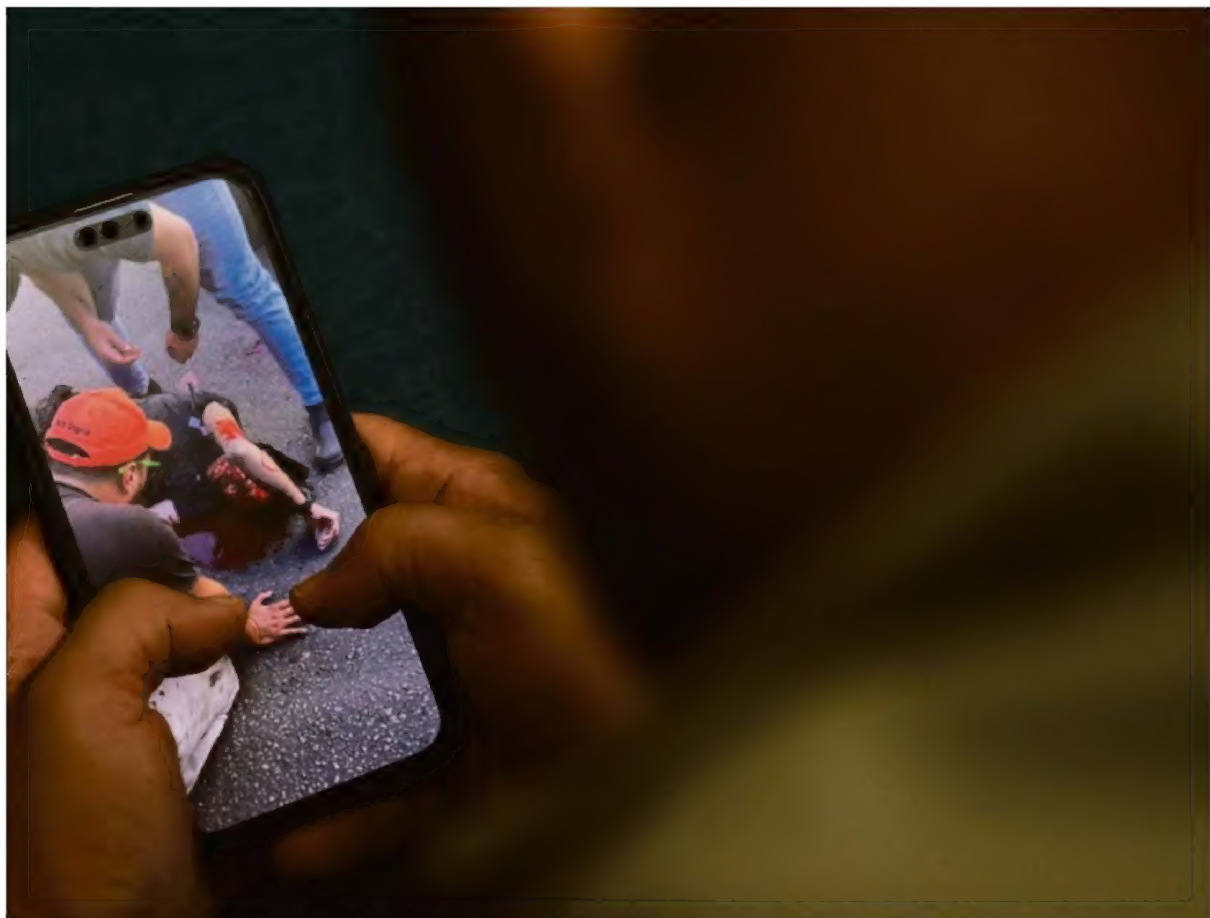
Les détonations ont retenti dans la banlieue sud de Beyrouth, dans la plaine orientale de la Bekaa et au Sud-Liban. Soit l'exacte cartographie de l'implantation du Hezbollah. Le mouvement armé libanais vient de vivre l'une des pires journées de ses quarante-deux ans d'existence. Ses militants – les hommes aux bipeurs – ont été visés par une attaque inédite dans l'histoire du renseignement. A la fois ciblée (le périmètre de chacune des ex-

plosions est relativement réduit) et de très grande ampleur. Plusieurs centaines de combattants du Parti de Dieu ont été blessés. En deux heures, près de 2800 victimes ont été prises en charge dans les hôpitaux, saturés par l'affluence massive et soudaine, selon le ministre de la Santé, Firas Abiad, qui a annoncé un bilan de 9 morts et 200 blessés graves à 20 heures. L'ambassadeur iranien au Liban, Mojtaba Amani, aurait été touché, selon l'agence de presse iranienne Mehr. Quatorze membres du Hezbollah en Syrie ont également été blessés, a indiqué l'Observatoire syrien des droits de l'homme.

A Hamra, quartier commerçant de Beyrouth, les rues sont vides. Des fenêtres, les voix sortant des téléviseurs se répondent. L'armée libanaise empêche d'approcher l'hôpital de l'Université américaine de Beyrouth. Tout le quartier est bloqué, il faut continuer à pied. Les sirènes ne s'arrêtent plus. Des centaines de personnes attendent devant les grilles. La tension est palpable, les visages défaits. Des médecins et infirmiers appelés en renfort arrivent en courant. «*On n'a jamais vu ça. C'est comme si toute la communauté [chiite] avait été visée en même temps*», lâche Hussein, devant la grille. Il attend des nouvelles de plusieurs amis qui sont hospitali- **Suite page 4**

A Beyrouth, un homme regarde une vidéo en





ligne des suites de l'explosion d'un bipeur. Portés à la ceinture ou tenus en main, les appareils ont causé de multiples blessures et brûlures. PHOTO JOSEPH EID AFP

Les bipeurs, réseau de communication parallèle

Le Hezbollah utilisait les pagers, comme ceux qui ont explosé mardi après un piratage, pour échanger sans Internet et éviter l'espionnage.

C'est un petit appareil du quotidien en apparence anodin, le bipeur, qui a été utilisé mardi comme une arme pour cibler des membres du Hezbollah. Ses responsables ont attribué l'attaque à Israël, avec qui les échanges de tirs sont quasi quotidiens à la frontière. C'est justement pour éviter l'espionnage de l'Etat hébreu que les membres du Hezbollah s'étaient équipés de ce dispositif inventé aux Etats-Unis. Ces pagers – leur autre nom – servent à communiquer vite, sans fil et sans connexion Internet, à travers

un système de radiomessagerie. Petits et légers, ils permettent de recevoir (dans de rares cas envoyer) des messages courts et des alertes. Inventés dans les années 20 aux Etats-Unis, puis perfectionnés dans les années 50, ils ont été utilisés par le grand public dans les années 80 et 90 comme moyen de communication, avant les portables.

En clair. Les pagers fonctionnent avec leurs propres fréquences radio – plus basses que pour la téléphonie mobile – et ont donc une réputation de fiabilité dans des zones où le réseau téléphonique est faible ou saturé. Comme le dit le média libanais LBC, ils reposent sur un réseau de transmetteurs radio : « Les utilisateurs entrent un code dans l'appareil, qui est transmis à un centre ou système de réception qui envoie une notification au pager. » Pour qu'un

message soit reçu, il doit transiter via une station relayant le signal à travers le réseau. Le message s'affiche alors sur l'écran, accompagné d'un son ou d'une vibration. Les appareils qui ont explosé mardi font partie du dernier modèle acquis par le Hezbollah, selon Reuters. Des analystes en ligne estiment, d'après les images, qu'il pourrait s'agir de bipeurs de la marque Apollo.

Si le bipeur a été supplanté par des technologies plus avancées, sa fonctionnalité permettant de recevoir des messages textes sans connexion Internet a connu un regain d'intérêt dans le cadre des affrontements entre Israël et le Hezbollah. Comme le note le média *Al-Bayrouth*, la multiplication d'assassinats menés par Tsahal contre des membres de l'organisation islamiste a obligé celle-ci à repenser ses moyens pour conver-

tre, des hauts responsables de la milice pro-Iran soupçonnant Israël d'avoir réussi à pénétrer les télécoms du groupe, alors que celui-ci détient son propre réseau, séparé du reste du Liban. Consigne aurait même été passée aux combattants de ne pas emporter leur portable lors des combats. Le bipeur s'est imposé comme un recours. Les communications peuvent toutefois être piratées : elles fonctionnent en utilisant des fréquences radio transmises en clair. Un chef du Hezbollah a admis auprès de l'AFP qu'il s'agissait de la « plus grande faille de sécurité » subie par le groupe en près d'un an de guerre avec Israël. Elle a nécessité le piratage du réseau de communication du Hezbollah et une infiltration profonde de l'organisation.

« Détonateur ». Principale hypothèse : la livraison d'un lot de bi-

peurs piégés lors d'une étape de leur fabrication. « Il faut une charge, c'est-à-dire un explosif, et un détonateur enfilé dans la charge, avec un déclenchement électronique, explique un artificier auprès de Libération. Dans ce cas, le transmetteur est le bipeur lui-même. La réception du message déclenche la mise à feu. » Dans ces mini-appareils munis d'un écran, l'ensemble ne devrait pas peser plus d'une dizaine de grammes et être dissimulé pour qu'aucun combattant ou technicien de l'organisation ne se doute de quelque chose. Autre hypothèse, privilégiée pour l'instant par une source militaire jointe par Libé : un hacking très sophistiqué du réseau des bipeurs qui aurait mis en surchauffe les batteries et provoqué une explosion.

**LÉONARD CASSETTE,
LAURENCE DEFRANOUX
et CORPÉLIA PICCOLO**

Suite de la page 2 sés. L'un d'entre eux est dans un état critique. Trois heures après le début des explosions, les ambulances continuent d'affluer. « Ils transfèrent ici les cas graves qui ne peuvent être soignés dans les autres cliniques, car c'est un centre de pointe », juge Hussein.

Sur une vidéo tournée dans un autre hôpital de Beyrouth, un blessé a une main en charpie. Beaucoup ont des plaies à l'abdomen ou au poulmon. Certains ont des pansements sanguinolents sur les yeux. L'explosion des appareils électroniques, portés à la ceinture, dans une poche ou un sac, ou tenus entre les doigts, leur a arraché des membres ou brûlé une partie du corps. Le multi-attentat a fait des dizaines de victimes collatérales situées à proximité des porteurs de bipeurs transformés en bombes humaines, dont des enfants. Parmi les morts, figurent les fils de deux députés du Hezbollah, Ali Ammar et Hassan Fadallah. Une fillette de 10 ans a également été tuée dans l'est du Liban par l'explosion de l'appareil de son père, selon sa famille. Des médecins se sont empressés de jeter leur propre bipeur. Les Forces de sécurité intérieure libanaises ont demandé aux civils de ne pas emprunter leur véhicule pour laisser la voie libre aux centaines d'ambulances qui parcourent les grands axes du pays, sirènes hurlantes.

LE HEZBOLLAH PRIS À SON PROPRE JEU

En début de soirée, le Hezbollah a accusé son ennemi juré, Israël, d'être derrière l'attaque et annoncé que « l'agression terroriste sioniste allait « recevoir son juste châtiment ». L'Etat hébreu n'a pas revendiqué ni commenté l'opération, mais son implication ne fait aucun doute. Son service de renseignement vient d'infliger un terrible coup au mouvement armé d'Hassan Nasrallah. Le secrétaire général du Hezbollah avait lui-même mis en garde ses sympathisants, en février, contre leurs téléphones portables : « Des appareils d'espionnage ! Ils entendent tout ce que vous faites, dites, envoyez et prenez en photo. Votre localisation, votre maison... » avait-il averti dans un de ses discours télévisés. Précisément la raison pour laquelle le Parti de Dieu avait rendu obligatoire l'utilisation des bipeurs pour les communications internes du groupe. Cet appareil de radiomessagerie désuet, qui a connu son heure de gloire dans les années 80 et 90, a l'avantage d'être intraquable et quasiment impénétrable pour les services d'écoute ultraperformants d'Israël.

Mais l'Etat hébreu semble avoir pris le Hezbollah à son propre jeu en piégeant les bipeurs destinés aux membres du mouvement. Non pas en piratant les appareils depuis l'extérieur ce 17 septembre à 16 heures, comme l'ont soupçonné les Libanais aux premières heures du chaos, mais en trafiquant en amont les appareils acquis et distribués par le parti-milice. C'était en tout cas l'hypothèse sur laquelle s'accordaient les experts mardi soir. Une telle opération aurait donc nécessité une infiltration préalable du fabricant – pour modifier les bipeurs en introduisant une charge explosive et un mécanisme de déclenchement – et très certainement du fournisseur ou de l'intermédiaire qui a servi de vendeur. L'achat des derniers modèles avait eu lieu il y a quelques mois. La paranoïa du Hezbollah s'est donc retournée contre lui en créant une faille béante dans son dispositif de sécurité. Ce mardi, les mini-bombes ont vraisemblablement été activées à distance par une fréquence spécifique ou un signal codé – peut-être l'alerte reçue par l'homme à la casquette.

Dans un « magasin de chinoleries, tout à un dollar », située en bas de chez elle, à elle à Nabatieh, dans le sud du pays, Hala a d'abord vu un homme à terre. « Son sac à dos était noir

carbonisé. Il ne comprenait pas ce qu'il lui était arrivé », raconte-t-elle. Il a d'abord pensé que sa batterie externe avait peut-être explosé. Le tour de force des espions israéliens est une gifle pour le Hezbollah. « Cela pourrait avoir de graves conséquences sur sa réputation », estime une source sécuritaire depuis Beyrouth. Car le mouvement s'est aussi construit sur une promesse : son organisation secrète, sa sécurité ultra-hermétique... Cette promesse a déjà été mise à mal lors des récents assassinats qui ont frappé ses cadres, et elle peut aussi totalement le décrédibiliser aujourd'hui.

Dans la mémoire collective israélienne, l'opération résonne avec un précédent attentat mené par le Shin Beth, le 5 janvier 1996. Ce jour-là, le service de renseignement israélien avait assassiné l'un des principaux chefs de l'aile militaire du Hamas, Yahia Ayache. Une charge explosive avait été placée dans son téléphone portable, puis activée alors qu'il portait l'appareil à l'oreille. Mémoire contre mé-

moire : pour les habitants de Beyrouth, le chaos dans les rues de la capitale a immanquablement rappelé la gigantesque explosion du port, le 4 août 2020. La comparaison entre la déflagration accidentelle, qui avait fait 235 morts et 6500 blessés, et la folle série de détonations des bipeurs était dans toutes les bouches mardi. Comme si la ville maudite, déjà ravagée par tant de guerres, attirait à elle toujours davantage de bombes et de sang.

TENTATIVE D'ATTENTAT À LA BOMBE DÉJOUÉE

Côté israélien, l'attaque de mardi est intervenue dans un contexte politique et sécuritaire extrêmement tendu pour le gouvernement de Benjamin Nétanyahou, engagé dans une guerre sans fin à Gaza. Le matin même, la presse israélienne bruissait des rumeurs d'un remplacement du ministre de la Défense, Yoav Gallant, jugé trop critique, par un ancien rival du Premier ministre, Gideon Sa'ar. Le

cabinet de sécurité israélien débattait par ailleurs de la forme qu'il allait prendre une escalade désormais considérée comme inévitable avec le Hezbollah libanais. Vers 13h45, un journaliste a observé le chef du Mossad sortir du bureau du Premier ministre israélien. Quinze minutes plus tard, des membres du cercle rapproché de Nétanyahou ont confié à la presse qu'un « événement sécuritaire » allait retarder le remaniement.

Au même moment, le Shin Beth publiait un communiqué indiquant qu'il avait déjoué une tentative d'attentat à la bombe visant un ancien haut gradé israélien – une caméra et un téléphone portable auraient permis « l'activation à distance, depuis le Liban » de charges explosives « utilisées par le Hezbollah ». Deux heures plus tard, les premiers bipeurs explosaient à Beyrouth.

CÉLIAN MACÉ, NICOLAS ROUGER
Correspondant à Tel-Aviv,
ARTHUR SARRADIN
et **SOPHIE WOELDEN** à Beyrouth

Un tournant majeur du conflit entre Israël et le Hezbollah

L'attaque, qui humilie la milice chiite et l'Iran, accroît encore les tensions déjà élevées à la frontière israélo-libanaise.

Ce spectaculaire feu d'artifice, plutôt qu'une opération militaire classique, marque-t-il le début de l'offensive israélienne majeure attendue au Sud-Liban ? L'explosion lundi de milliers de bipeurs entre les mains des membres ou proches du Hezbollah aux quatre coins du Liban survient au moment où l'escalade à la frontière israélo-libanaise semble imminente, avec un risque d'embrasement régional plus élevé que jamais. Il s'agit en tout cas d'un tournant décisif sur le front Israël-Hezbollah, chauffé régulièrement mais avec retenue depuis le 8 octobre.

Fiasco. En ajoutant lundi à ses objectifs de guerre « le retour en toute sécurité des habitants du nord d'Israël chez eux », le cabinet israélien signifiait clairement sa détermination à lancer une offensive d'envergure au Liban pour éloigner le danger des attaques du Hezbollah à sa frontière. « L'action militaire » contre le Hezbollah est « le seul moyen de garantir le retour des habitants du nord d'Israël dans leurs foyers », avait fait valoir le ministre israélien de la Défense, Yoav Gallant, à l'émissaire américain Amos Hochstein, qui s'emploie depuis des mois avec une réussite relative jusque-là à contenir une escalade totale. Le même Gallant, dont le limogeage et le remplacement



Une frappe israélienne dans le sud du Liban, lundi. PHOTO AMMAR AMMAR, AFP

étaient en discussion ces derniers jours du fait de son désaccord avec Nétanyahou, reste aux commandes pour un combat qu'il privilégiait. Il plaiderait en effet la semaine dernière pour un accord de trêve à Gaza entre Israël et le Hamas permettant une libération des otages. Il le considérait comme une « occasion stratégique donnant la possibilité à Israël de faire face à d'autres défis militaires ». De son côté, le Hezbollah, qui se préparait aussi à une escalade, se trouve pris de court et humilié par une attaque inédite qui marque une faille sécuritaire majeure. Car si les conditions techniques de l'opération restent controversées parmi les spécialistes, l'infiltration par les services israéliens des réseaux de communication de la puissante milice pro-iranienne ne

fait pas de doute. L'astuce du système des bipeurs, dont le Hezbollah a doté ses hommes récemment pour éviter les risques de fuites sur les téléphones portables, s'est révélée un fiasco.

Point mort. En outre, le Hezbollah n'est apparemment pas seul à avoir équipé ses membres des appareils qu'il pensait plus sûrs. L'initiative était au moins partagée, sinon fortement conseillée, par Téhéran. En même temps qu'à Beyrouth lundi après-midi, des Gardiens de la révolution iraniens ont été ciblés à Damas par les mêmes explosions, tandis que l'ambassadeur d'Iran à Beyrouth a été blessé par le bipeur de son garde du corps. L'Iran peut-il rester patient face au nouvel affront israélien, alors qu'il n'a toujours

pas riposté à l'assassinat à Téhéran du chef du Hamas, Ismail Haniyeh, le 31 juillet ? Sa retenue est présentée comme une volonté de donner une chance à l'aboutissement des négociations pour un cessez-le-feu à Gaza. Celui-ci amènerait le Hezbollah à cesser ses attaques contre Israël, selon ses affirmations.

La situation n'en est plus là. Les négociations de trêve sont au point mort. Le Hezbollah et l'Iran viennent d'être humiliés. Nétanyahou veut lancer une nouvelle guerre d'envergure. Et si son objectif est de détruire les capacités militaires du Hezbollah, bien plus substantielles que celle du Hamas à Gaza, comme il s'y emploie depuis un an, la route est longue et terrifiante.

HALA KODMANI

ÉDITOS/

Manifestation de soutien
à Gisèle Pelicot,
samedi à Paris.
PHOTO ALINE DESCHAMPS

Mazan: un procès hors normes qui questionne la masculinité toxique

Par
JONATHAN BOUCHET-PETERSEN
Chroniqueur politique

Pas tous les hommes, mais tous des hommes. La formule illustre combien le procès des viols de Mazan, dont le retentissement est international, dépasse les actes abominables examinés dans le cadre de la salle d'audience. Il vient interroger plus largement la masculinité et sa dimension structurellement toxique. Si nombre d'hommes sont évidemment horrifiés par les faits jugés et qu'il ne s'agit pas de les pointer grossièrement en bloc d'un «tous coupables», il est au fond assez lâche et trop confortable de circonscrire cette affaire aux comportements de monstres ayant perdu leur humanité, d'autant que bien des commentaires en ligne légitiment la culture du viol (lire aussi page 18). Sans reconnaître que ces violences subies par Gisèle Pelicot, qui donnent lieu à un procès hors normes, font

surtout résonner la banalité du mâle. On a tous été sidérés en découvrant ces dizaines d'accusés qui pourraient faire partie de nos familles, qui pourraient être nos voisins ou nos collègues de travail. Tous les hommes ne sont pas des violeurs mais tous les violeurs (ou presque) sont des hommes. Même l'abbé Pierre –qui a longtemps incarné la bonté et la considération pour les plus faibles– à en croire la multitude de femmes qui l'accusent de violences sexuelles. Tous les hommes ne soumettent pas chimiquement leur femme pour que son corps soit consommé à son insu des années durant par des dizaines d'inconnus, mais on ne compte plus les affaires judiciaires où des hommes se montrent violents à l'égard de leur compagne ou de leur femme parce qu'ils sont convaincus d'en être les propriétaires. Il est évidemment tentant de mettre à distance ce procès en se contentant de souligner l'horreur –incontestable– des faits et le courage –notable–



de Gisèle Pelicot, qui a voulu que les débats soient publics. Mais c'est passer à côté de l'essentiel car sans que cela conduise à des violences sur un temps aussi long, c'est aussi notre société patriarcale et la toxicité de la masculinité qui sont en cause. Et qui doivent être remises en cause. Parmi les figures médiatiques, on entend trop peu d'hommes prendre conscience et le dire haut et fort. On a retenu les mots justes du journaliste Karim Rissouli, qui s'est exprimé sur les réseaux sociaux après une émission consacrée au procès des viols de Mazan, et ceux du militant écolo Cyril Dion. Ils nous invitent à questionner notre façon d'être des hommes dans nos sociétés modernes où les inégalités de genre restent patentes et où les corps des femmes apparaissent encore bien trop souvent à la merci du seul désir des hommes. Entre deux adultes consentants, aucune sexualité n'est par nature taboue, la question n'est pas là. Et quel que soit le degré de

conscience d'une société, ne soyons pas naïfs, il restera toujours des comportements condamnables. Mais dans la façon dont les jeunes garçons sont élevés et grandissent, il y a bien des schémas à déconstruire, notamment –pour dire les choses un peu grossièrement– autour de la possession de la femme par l'homme. Car ce procès n'est pas celui de monstres avec lesquels chacun d'entre nous n'a rien à voir, mais celui de «bons pères de famille» insérés dans la société, offrant la plupart du temps un visage civilisé. Sans juger à la place des juges et sans mettre par nature tous les hommes au pilori, les responsables politiques ont un rôle à jouer dans un tel moment. Pour en faire un sujet de questionnement collectif et non, trop confortablement, un simple objet d'effroi. Par respect pour Gisèle Pelicot, c'est à la société dans son ensemble de s'en saisir et pas seulement aux femmes, encore moins uniquement aux militantes féministes. ♦

Pour la droite, le pouvoir semble toujours un dû

Par
THOMAS LEGRAND
Chroniqueur politique

Mais pourquoi LR, avec son minigroupe parlementaire de 47 membres, peut-il sans se rendre compte du ridicule (ou du scandaleux) prétendre gouverner et imposer ses vues ultraminoritaires ? Parce que la place de la droite, pour beaucoup de ses membres, est au pouvoir. C'est comme ça. En mai 1981, quand François Mitterrand est devenu le premier Président de gauche de la V^e République, Roger Chinnad, figure giscardienne et élu du XVIII^e arrondissement de Paris, avait eu cette phrase, illustrée par le *Canard enchaîné* d'une caricature de Chinnad, une trace de coup de pied sur les fesses : «J'ai mal à ma France !» La plupart des responsables de droite étaient sonnés, désenparés, incrédules le 11 mai au matin, alors que pour eux la V^e République devait être le théâtre naturel d'une démocratie qui verrait alterner à la tête de l'Etat gaullistes puis droite libérale, droite libérale puis gaullistes. On dit souvent que la gauche a «un problème avec le pouvoir». La peur de confronter le rêve, l'utopie ou même le souhaitable au réel, les accusations de trahison qui guettent à chaque prise

en compte des impératifs, par exemple financiers, les racines libertaires qui ancrent une bonne partie de la gauche dans une méfiance atavique envers toute hiérarchie, l'idée (d'ailleurs vraie) selon laquelle le pouvoir de changer les choses ne passe pas forcément par l'accession aux manettes institutionnelles mais par la domination culturelle, toutes ces raisons qui font dire au commentateur habituel, quand la gauche gagne les élections nationales, qu'il s'agit d'une «expérience». Pour la droite, la gauche au pouvoir est souvent vue comme une «expérience accidentelle», un moment limité dans le temps, au mieux une «respiration démocratiques». Une partie de la droite non libérale (au sens politique et toquevillien du terme) est issue des tenants de l'ordre naturel. Ses racines monarchiques, religieuses, patrimoniales, mais aussi la proximité depuis Colbert entre le pouvoir centralisé et le monde économique, ainsi que l'étatisme de la droite la moins libérale (au sens économique du terme) du monde qui en résulte, font une droite qui se sent légitime à détenir le pouvoir, quoi qu'en dise le peuple. C'est vrai de Guizot à Sarkozy et Macron, en passant par Pinay et Giscard. Seule à penser maîtriser les clés de la prospérité, qu'éventuellement, sous la pression de la gauche (plus syndicale que politique), elle consentira à redistribuer,

la droite se croit taillée pour le pouvoir. D'ailleurs, dans l'opposition elle se morfond, se plaint de ne pas être à sa place et attend que les caprices d'un peuple égaré cessent pour que tout rentre dans l'ordre. La droite estime qu'il n'y a qu'un ordre, le sien. Le «Parti de l'ordre» était le nom du groupe parlementaire conservateur en 1848. Depuis, l'ordre est à l'imaginaire de la droite ce que l'égalité est à celui de la gauche. L'ordre pour la droite n'est pas un moyen, c'est un but. Dès lors, le pouvoir, la maîtrise des moyens de coercition lui sont indispensables. La victoire culturelle, l'influence intellectuelle si chères à la gauche, sont accessoires pour la droite. Certains à droite et au centre expriment ce sentiment en invoquant le «cercle de la raison». Le sentiment d'avoir raison (sentiment qui n'est pas une opinion) crée une sorte de légitimité à toute épreuve. Même celle du vote. Michel Barnier doit composer avec cette pression, celle de son camp. En 2023 il avait déclaré au *Figaro* : «Si les technocrates prennent le pouvoir c'est parce que les politiques leur ont laissé.» A lui de définir quels sont les politiques qui doivent reprendre le pouvoir. Et pour ce faire, s'appuyer sur la réalité parlementaire dont il dispose et non sur cet indéfini sentiment de propriétaire du pouvoir que les responsables LR manifestent en ce moment. ♦

Abbé Pierre

Un individu bien connu des services du Vatican

Selon les archives consultées par «Libération», Rome, qui a eu connaissance des alertes concernant le prêtre dès 1959, avait tenté de l'empêcher de se rendre au Canada après des signalements des évêques de ce pays.

Par
BERNADETTE SAUVAGET

Même si le pape François semble l'ignorer – c'est ce qu'il déclarait, vendredi 13 septembre, dans son avion de retour de Singapour – l'abbé Pierre est une très vieille connaissance pour le Vatican. D'après les informations de *Libération*, le «cas» d'Henri Grouès (le nom à l'état civil du prêtre) et des accusations de violences sexuelles dont il faisait l'objet étaient connus, bien avant sa mort, des plus hautes instances de la curie romaine. Celles-ci avaient été signalées au Vatican depuis au moins 1959, selon des archives très récemment déclassifiées de l'épiscopat français.

Le 27 janvier de cette année-là, le nonce apostolique en poste à Paris (l'ambassadeur du Saint-Siège en France), M^{re} Paolo Marella, envoie une lettre en urgence à M^{re} Jean-Marie Villot, qui dirige le secrétariat de l'Assemblée des cardinaux et archevêques (AGA), la structure la plus importante de l'épiscopat. Sur un papier à entête de la nomenclature, Marella écrit : «Ne sachant pas où se trouve M. l'abbé Pierre, je vous prie de vous mettre en relation avec le père franciscain qui est son représentant à Emmaüs.» Sorti en juin 1958 de la clinique psychiatrique suisse de Prangins, où il a passé presque six mois, Grouès a repris ses activités et tente d'échapper à la stricte surveillance mise en place par l'épiscopat français en se rendant assez fréquemment à l'étranger.

Au début de 1959, il se trouve au Liban. Le fondateur d'Emmaüs envisage de se rendre une nouvelle fois au Canada. Le Vatican veut lui interdire de s'y rendre. Dans sa lettre du 27 janvier, le nonce Marella passe le message au religieux : «Le Saint-Siège ordonne à M. l'abbé Pierre de suspendre immédiatement le voyage qu'il a l'intention d'effectuer au Canada en raison des difficultés qui ont été signalées par

les évêques du pays.» Le ton est ferme même si les termes demeurent sibyllins, comme il est habituel dans l'Eglise catholique lorsqu'il s'agit de dérives sexuelles des prêtres.

Le canal choisi est celui de la diplomatie, impliquant donc l'instance administrative la plus importante au Vatican, la secrétairerie d'Etat, l'équivalent à la fois de ce que sont en France Matignon et le Quai d'Orsay. A lire le message du Vatican, ce sont les évêques canadiens qui, au moins cette fois-ci, ont donné l'alerte. Grouès est prévenu. Pour autant, l'intéressé, qui n'en fait le plus souvent qu'à sa tête, résiste à la décision du Vatican. A son retour du Liban, d'après ce que l'évêque de Grenoble André-Jacques Fougerat, officiellement son supérieur hiérarchique, raconte dans une lettre datée du 21 février, l'abbé a eu une entrevue avec le nonce Marella. Il a apporté un «volumineux dossier» sur son projet de voyage au Canada et en Amérique du Sud.

INTERDICTION DE RECEVOIR LES CONFESSIONS

Grouès ira bien au Canada. Le Vatican a-t-il levé son interdiction ? Est-il passé outre ? En tout cas, l'épisode ne se déroule pas sans difficultés. En septembre 1959, l'abbé Pierre séjourne dans un monastère canadien, la Trappe d'Oka. Dans une lettre que *Libération* a consultée, citée également par Radio France, le prêtre écrit à un religieux canadien (et non pas un cardinal comme il a été écrit ailleurs dans la presse), le révérend père Roy, pour nier des accusations graves qui circulent dans les milieux religieux canadiens. «Tout est faux dans ce genre d'accusations [...], jamais rien n'a existé [...] aucun des faits de police dont vous avez parlé», soutient l'abbé Pierre. Il menace de porter plainte : «Que ceux qui tiennent ce genre de propos sachent que s'ils continuaient ce genre de calom-

nies infâmes, je ne pourrai pas ne pas les poursuivre.»

Dans une tribune publiée lundi dans *le Monde*, Eric de Moulins-Beaufort, président de la Conférence des évêques de France, réclame l'ouverture des archives du Vatican concernant l'abbé Pierre. Il existerait, de fait, au moins des éléments dans celles de la secrétairerie d'Etat. De leur côté, les évêques français, d'après les archives déclassifiées, ont constitué un dossier (qui reste à exhumier) mais qui ne semble pas avoir été transmis à Rome. Toutefois, l'abbé Pierre a bien fait l'objet de sanctions. D'après les documents consultés par *Libération*, il lui a été interdit de recevoir des confessions, une sanction dont il a demandé la levée à plusieurs reprises.

Quoi qu'il en soit, une large part de l'épiscopat français était au courant depuis la fin des années 50 des «scandales», un terme fréquemment employé dans les archives pour qualifier les violences sexuelles commises par l'abbé Pierre. Moulins-Beaufort a reconnu qu'il était désormais établi que «dès 1955-1957, quelques évêques au moins ont su que l'abbé Pierre avait un comportement grave à l'égard des femmes». Ce qui est vrai. Mais le cercle de ceux qui ont été mis au courant s'est singulièrement élargi dès l'année suivante.

C'est bien collectivement que l'épiscopat a dû gérer le dossier très épineux de l'abbé Pierre, d'après les divers documents d'archives consultés par *Libération*. En 1957, le secrétariat de l'Assemblée des cardinaux et archevêques traite directement de ce qui concerne le prêtre. Ce qui n'est pas une procédure habituelle. En effet, l'abbé Pierre relevait hiérarchiquement de l'évêque André-Jacques Fougerat à Grenoble, là où il avait été ordonné prêtre. Fougerat, d'après ses nombreux courriers, semble dépassé par la situation. En mars 1958, le nom de l'abbé Pierre est inscrit à l'ordre du jour de l'assemblée

générale de l'AGA. Celle-ci rassemble au moins une vingtaine de cardinaux et d'archevêques, les plus importants et les plus influents dans l'Eglise catholique en France, un quart de la totalité de l'épiscopat. Avec la discrétion habituelle lorsqu'il s'agit des dérives sexuelles des prêtres, aucun compte rendu n'a été retrouvé, à ce jour, par les historiens. Une nouvelle fois, le cas de l'abbé Pierre est examiné par l'assemblée générale en 1964.

UN DOSSIER QUI S'INTERROMPT EN 1972

A la fin des années 50 et des années 60, de nombreux évêques écrivent au secrétariat de l'Assemblée des cardinaux et archevêques pour demander quelle conduite tenir vis-à-vis de l'abbé Pierre. Signe qu'ils sont, eux aussi, au courant des scandales provoqués par le fondateur d'Emmaüs. Le 30 mai, M^{re} Julien Gouet, qui a succédé à Jean-Marie Villot au secrétariat, écrit à l'évêque de Coutances, qui doit accueillir l'abbé Pierre pour une conférence : «Il est vrai que nous avons adressé aux évêques une mise en garde. La situation a un peu évolué depuis et plutôt favorablement, mais il est absolument indispensable que l'un de vos collaborateurs en qui vous avez pleine confiance ne quitte pas d'un pas le cher confrencier.» Gouet contrôle, tant qu'il peut, l'agenda de l'abbé Pierre et l'autorise ou non à accepter telle ou telle intervention. A chaque fois, il demande que Grouès ne soit absolument pas laissé seul en public.

Fait très étonnant, le dossier déclassifié de l'abbé Pierre dans les archives nationales de l'épiscopat s'arrête en 1972. Que sont devenus les documents postérieurs ? L'abbé Pierre a-t-il été laissé à son sort, sans suivi des autorités ? Aucun historien consulté par *Libération* n'est en mesure de répondre, ni les archivistes de l'Eglise catholique. Il est en revanche certain que la mémoire des violences sexuelles de l'abbé Pierre ne s'est pas perdue au sein de l'épiscopat français. M^{re} Roger Etchegaray a succédé, en 1966, à Gouet. Il écrit une lettre, le 16 juin de cette année, au diocèse de Versailles pour préciser qu'il n'est pas question de lever la sanction de l'abbé Pierre. «Il ne serait pas sage de lui donner ses pouvoirs de confesser», précise-t-il. Etchegaray va connaître ensuite une très brillante carrière religieuse en France et à Rome, devenant une personnalité particulièrement influente sous le pontificat de Jean Paul II.

Plus troublant, une copie d'une lettre importante du cardinal Maurice Felin de 1958, écrite au ministre Edmond Michelet pour stopper la remise d'une décoration à l'abbé Pierre, a été remise à ce dernier en 1993. Celle-ci a été retrouvée dans les archives de Grouès, annotée de sa main. Le fondateur d'Emmaüs précise que c'est un des évêques auxiliaires du cardinal Jean-Marie Lustiger, alors archevêque de Paris, qui la lui a donnée. Contacté, le diocèse de Paris indique avoir été informé de cet épisode par la presse. Et affirme ne pas connaître les raisons pour lesquelles cette lettre a été remise à l'abbé Pierre, ni par qui. Mais à la lumière de ces éléments, il apparaît toutefois que le cardinal Lustiger ne pouvait pas ignorer les problèmes posés par Grouès. Quels secrets ont été tus lors des obsèques nationales du prêtre, célébrées à Notre-Dame le 26 janvier 2007, en présence du chef de l'Etat Jacques Chirac, d'une partie du gouvernement et de très hauts prélats, notamment Jean-Marie Lustiger ?

L'abbé Pierre



à Montréal en 1962. PHOTO GAMMA-RAPHO

Les dossiers cadénassés de l'Eglise catholique

Dans chaque diocèse sont conservées des archives accessibles à très peu de prélats. Un obstacle pour ceux qui enquêtent sur l'abbé Pierre.

La déflagration provoquée par l'affaire de l'abbé Pierre laisse entendre que l'Eglise catholique se serait lancée dans une grande opération de transparence, notamment en ce qui concerne ses archives. Mais de quelles archives s'agit-il ? En réalité, l'institution garde précieusement certaines d'entre elles qui restent strictement non communicables. Le code de droit canonique, le droit interne à l'Eglise catholique, fixe officiellement l'existence de ces archives secrètes, désignées d'ailleurs comme telles. Elles existent dans chaque diocèse et sont seulement accessibles à l'évêque et au chancelier (le responsable des archives). Ce que l'institution appelle les « affaires de mœurs » des prêtres – les violences sexuelles en font partie – relève généralement de ce domaine réservé.

Sanctions. Selon des informations de *Libération*, les historiens de la Commission indépendante sur les abus sexuels dans l'Eglise avaient eu exceptionnellement accès à ces archives secrètes. Ce qui leur permet d'affirmer qu'aucune procédure canonique n'a été menée contre l'abbé Pierre. Malgré tout, celui-ci a été sanctionné. Il a été au moins interdit de confesser, très

probablement par l'évêque de Grenoble ou celui de Versailles qui avait sous sa juridiction les premières communautés d'Emmaüs. Y a-t-il eu d'autres sanctions ? Impossible de le dire pour le moment.

En revanche, il est probable que ce qui concerne les accusations contre l'abbé Pierre figure dans les archives secrètes des diocèses. Est-ce pour cela que les historiens qui ont travaillé sur l'abbé Pierre n'ont pas trouvé trace de ces dérives ? L'existence de la lettre d'une victime, datant de 2005 et conservée par le diocèse de Grenoble, a été révélée le 25 août par *le Dauphiné libéré*. Des sources concordantes ont affirmé à *Libé* que celle-ci se trouvait dans les archives réservées à l'évêque.

Voyages. Au Canada, le diocèse de Montréal a chargé, mi-août, un juge à la retraite d'explorer ses archives afin de savoir si elles contenaient des éléments sur les nombreux voyages de l'abbé Pierre dans le pays. Selon le témoignage du théologien André Paul, le fondateur d'Emmaüs avait été exfiltré du pays en 1963 à la suite d'un accord entre les autorités religieuses et la police. Selon l'agence canadienne Présence, le juge André Denis n'a rien trouvé dans les archives de Montréal. Toutefois, l'affaire de 1963 apparaît très sérieuse. A ce moment-là, l'abbé Pierre est en train d'opérer une tournée mondiale : après le Canada, il avait prévu de se rendre au Liban ainsi qu'en Inde. De retour du Canada, prétextant des problèmes de santé, il fait annuler précipitamment tous ses déplacements, y compris en France. Les documents sur le voyage de 1963 et ceux qui l'ont précédé, qui pourraient avoir également donné lieu à des problèmes, ont-ils été détruits ? Ou bien figurent-ils dans les archives secrètes de l'archevêque de Montréal ?

Ces archives existent dans chaque diocèse et sont seulement accessibles à l'évêque et au chancelier.

CRÈCHES PEOPLE & BABY

«Mon fils n'a plus voulu quitter son manteau pendant un an»

Alors que le journaliste Victor Castanet publie ce mercredi un livre-enquête, «les Ogres», qui révèle le fonctionnement problématique du groupe privé, une mère témoigne des maltraitances que ses enfants auraient subies dans l'une de ces structures.



Johanna Guilbert, dont les deux enfants auraient été victimes de maltraitances à la crèche

Par
ELSA MAUDET
Photos **STÉPHANE DUBROMEL, HANS LUCAS**

«**L**es deux premières années après leur départ de la crèche, ça a vraiment été un cauchemar.» Assise dans un café frisant de Lille en ce vendredi de septembre, les yeux plantés dans les nôtres, Johanna Guilbert refait le film. Raconte son retour précipité d'Australie pour cause de séparation, un petit garçon sous le bras, une petite fille dans le ventre, les premiers temps à la crèche Baby City de Villeneuve-d'Ascq, quand «tout se passait très bien», et puis «les problèmes [qui] ont commencé au changement de directrice». Aujourd'hui, ses enfants, Neal et Norah, ont 7 et 5 ans. Et un suivi psy.

«*Dès que quelqu'un crie, les enfants rétractent leur tête. S'il y a un geste brusque, ils se recroquevillent. Pendant deux, trois ans, je n'ai pas pu avoir de portes fermées, même les toilettes. Les lumières doivent rester ouvertes, même la nuit. Si je suis en haut [de la maison], mon fils me demande toutes les cinq minutes : "Maman, ça va ?". Il faut une réassurance constante, déroule cette responsable de commerce et de développement international de 40 ans. Ma fille est encore "en cododo", alors qu'elle a sa chambre. Elle a une peur panique de l'inconnu, elle est très sautive. Pendant un an et demi, mes parents n'ont pas pu tenir leur petite-fille dans leurs bras.*»

Marques d'empoignement, cassure de la courbe de poids, bébés enfermés seuls dans le noir en pleurs : comme Neal et Norah, sept

autres enfants passés par Baby City, un établissement du groupe People & Baby, entre 2019 et 2021, auraient subi des maltraitances de la part de la directrice et de l'infirmière. Ces dernières seront jugées le 23 septembre au tribunal de Lille pour «violences physiques ou psychologiques commises sur des enfants en bas âge» et «privations d'aliments ou de soins au point de compromettre la santé d'un enfant». Contactée par Libération, l'agence de communication qui représente People & Baby indique n'avoir pas de commentaires à faire sur cette affaire, préférant «laisser la justice faire son travail».

LE «SYSTÈME DUREUX»

La situation de Baby City est également décrite dans les Ogres, le nouveau livre-enquête de Victor Castanet, qui paraît ce mercredi chez Flammarion. En janvier 2022, le journaliste décrivait dans les Fossoyeurs les dérives du groupe d'Ehpad privés Orpea. Cette fois, il est question des crèches commerciales. Et d'un acteur en particulier : People & Baby. Au fil de plus de 400 pages, on découvre le «système Dureux», du nom du fondateur de ce groupe devenu un géant du secteur, Christophe Durieux.

«*Monsieur sans-gêne*», «le roi des Ogres», le décrit Victor Castanet, un homme qui aurait fait grossir avec déraison son entreprise, perpétuellement déficitaire, sur le dos de la qualité d'accueil des bébés, tout en s'enrichissant grâce à l'immobilier, en faisant payer aux crèches qu'il rachetait des loyers supérieurs au prix du marché. Le fondateur s'est fait évincer de son entreprise en avril et une

nouvelle équipe est en place. «*Nous prenons ces révélations extrêmement au sérieux, et les pratiques décrites dans l'ouvrage nous choquent profondément, car elles sont en décalage total avec les valeurs que nous portons aujourd'hui. Il est de notre devoir de vérifier s'il existe encore des pratiques de ce type au sein de notre organisation*», commente la nouvelle direction auprès de Libération.

Johanna Guilbert attend que soit reconnue la responsabilité individuelle de la directrice et de l'infirmière de la crèche Baby City. Mais le système décrit par Victor Castanet, qui a eu accès à des cadres et des membres de l'équipe de direction de chez People & Baby et à des documents confidentiels, permet de

faire des liens entre la philosophie du groupe et la situation dans laquelle se sont retrouvés Neal et Norah.

Jusqu'en 2018, la crèche Baby City de Villeneuve-d'Ascq appartenait à un autre réseau. Cette année-là, People & Baby la rachète, l'équipe en place reste. En septembre 2019, Neal, 2 ans, et Norah, 3 mois, y font leur entrée. RAS. Un an plus tard, changement de directrice : arrive un «*pur produit People & Baby*» qui «*ne tarde pas à imposer sa méthode*», écrit Victor Castanet. «*J'ai commencé à voir les premiers signes de stress chez mes enfants à l'hiver 2020-2021*», nous raconte Johanna Guilbert. Elle ne reconnaît pas son petit garçon, qui se lance dans «des crises assez violentes, une violence contre lui-même, il se jetait par terre, se cognait, il avait vraiment un mal-être». Il hurle lorsqu'il voit l'infirmière, a peur de la directrice. Quant à Norah, surnommée «*bébé bonheur*» tant elle était joyeuse, «elle commence à se renfermer».

L'équipe, elle, change. Les salariées «sont toutes parties en trois, quatre mois. Elles disaient qu'elles avaient trouvé une meilleure opportunité, plus près de chez elles, mais on ne les sentait pas à l'aise, elles restaient vagues, rapporte Johanna. Ces personnes ont fait leur maximum pour protéger les enfants mais, à un moment donné, elles ont dû partir parce qu'elles n'étaient pas bien». Un soir, la directrice explique à Johanna que son fils a été ingérable et qu'elle a dû... le mettre dehors. «*A partir de là, il a eu un toc* [trouble obsessionnel compulsif], il n'a plus voulu quitter son manteau, même à la maison.» Johanna s'interroge : la direc- **Suite page 10**

«Jusqu'en mai 2021, j'avais des pièces de puzzle dans les mains. Après l'entrevue avec la brigade des mineurs, j'ai commencé à assembler le puzzle. C'est là que la colère est arrivée.»

Johanna Guilbert
mère de deux enfants qui auraient été maltraités dans une crèche People & Baby

La folie des grandeurs d'un patron insatiable

Selon Victor Castanet, le cofondateur du groupe People & Baby, Christophe Durieux, a fait grossir son business avec déraison et creusé une dette abyssale, avant d'en être évincé.

People & Baby, c'est une jolie success story. L'histoire d'une boîte fondée par un couple de passionnés, Christophe Durieux et Odile Broglin, qui a grossi au point de devenir l'un des leaders français des crèches privées, sans s'être départie de son esprit familial. C'est en tout cas le scénario qu'aime à présenter son cofondateur, Christophe Durieux. Les *Ogres*, le dernier livre enquête du journaliste Victor Castanet, expose un tout autre récit. Celui d'un homme gonflé d'ego, « capable de vous persuader que la Terre est plate », qui a fait grossir son entreprise avec déraison, au point de l'avoir transformée en colosse aux pieds d'argile. Avant de s'en faire évincer.

« **Un fric dingue.** » Aux origines de People & Baby, on trouve bel et bien des bébés : Odile Broglin, la cofondatrice et épouse de Christophe Durieux, est infirmière puéricultrice. Lui est à la tête d'une boîte de communication. En 2004, en apprenant

que le secteur de la petite enfance s'ouvre au privé, il flaira le potentiel. Les crèches marchandes peuvent désormais bénéficier de subventions publiques et les entreprises proposer des berceaux à leurs employés en défiscalisant. Le couple monte alors son propre réseau. Les crèches People & Baby poussent comme des champignons. Pourtant, le groupe n'est pas rentable.

En 2013, « en fouillant dans les comptes, le DGA (directeur général adjoint)/directeur financier comprend que la société ne gagne en réalité pas d'argent. Pire, elle en perd », raconte Victor Castanet, qui a pu interviewer l'ancien numéro 2 du groupe. Seule une poignée de crèches rapporte, et même « un fric dingue ». Pourquoi, dès lors, s'embarasser des autres ? Pour une histoire d'ego, d'une part, Christophe Durieux voulant dépasser la concurrence, en particulier le groupe Babilou Family. D'autre part parce que des crèches, même déficitaires, ça peut rapporter... si l'on en possède les locaux. « Quand il ouvrait une crèche et qu'il avait l'impression que le local qu'on avait trouvé avait un intérêt immobilier, plutôt que de le louer, il l'achetait [via des sociétés civiles immobilières appartenant au couple, ndlr], expose l'ex-directeur général adjoint de People & Baby. Christophe Durieux fixait ensuite lui-même le montant des loyers. En les surévaluant par rapport aux prix du

marché. « Ces loyers trop chers grevaient le budget prévisionnel des structures. Et on nous demandait de trouver des solutions pour équilibrer la rentabilité des crèches. Forcément, ça veut dire faire des économies sur d'autres postes... » raconte Clément Uribe, un ancien directeur régional, à Victor Castanet. Selon les calculs du journaliste, le patrimoine immobilier du couple Durieux-Broglin « serait valorisé entre 100 et 150 millions d'euros et générerait autour de 7 millions d'euros de loyers annuels ».

Dans le lot, on trouve aussi le siège social de People & Baby, sur la luxueuse avenue Hoche, à Paris, estimé à 13 millions d'euros et dont le couple fixe le montant du loyer à sa propre entreprise (environ 600 000 euros par an). « D'après nos calculs, les loyers de nos locaux sont, en moyenne, inférieurs de 13 % aux autres loyers payés par People », se défend Christophe Durieux dans les *Ogres*, assurant que tous les loyers sont « contrôlés par un cabinet indépendant ». L'expert qui a accepté d'analyser la situation pour le livre évoque, lui, des surévaluations de loyers de 10 % à 60 % selon les sites.

A la rescousse. Les *Ogres* décrit de multiples mécanismes ayant permis à Christophe Durieux de faire des économies : ne pas payer les fournisseurs, établir de fausses facturations pour des bébés fictivement présents afin de toucher davantage d'argent public, placer ses cadres au chômage partiel durant le confinement afin qu'ils soient rémunérés par l'Etat, tout en les faisant continuer à travailler (2 à 4 millions d'euros de fonds publics seraient concernés). Des accusations documentées que le cofondateur de People & Baby dément. La belle histoire a finalement éclaté au printemps dernier, lorsque Christophe Durieux a été débarqué de sa propre boîte.

Il a alors crié au « putsch » de la part du fonds de dette privée Alcentra, venu à la rescousse du groupe en 2018. Or, selon l'enquête de Castanet, la décision fut prise afin de stopper l'hémorragie financière. People & Baby ayant accumulé une dette de 650 millions d'euros. Et afin d'anticiper la sortie des *Ogres*. Une stratégie intelligente : les dérivés révélées reposant sur un homme, aujourd'hui écarté, la nouvelle direction assure œuvrer désormais à tout réparer.

E.M.

LIBÉ.FR

Crèches municipales, associatives, entreprises, microstructures... En France, les modes de garde des tout-petits représentent tout un écosystème, dans leur fonctionnement et leurs financements.

Baby City de Villeneuve-d'Ascq.



La crèche Baby City, à Villeneuve-d'Ascq.

Suite de la page 8 trice l'a-t-elle mis dans le froid sans manteau ? Seul ? Elle n'a jamais pu en avoir le cœur net. « On a réussi à se débarrasser du toc du manteau au bout d'un an », glisse-t-elle. Une autre fois, « l'infirmière m'a dit : "Votre fils a été dur aujourd'hui, j'ai dû l'enfermer dans une pièce dans le noir." Je lui ai dit qu'il avait dû avoir peur, elle m'a répondu : "Où, il tapait contre les murs." » En mars 2021, Johanna retire son fils de la crèche. A la maison, ses crises s'arrêtent.

HÉMATOME ET SANG SÈCHÉ

Norah y reste après le départ de son frère. Johanna pense avoir un peu de temps pour trouver une nouvelle solution de garde. Se produit alors une scène lunaire. Un jour, Marine, une professionnelle avec qui tout se passe bien mais qui a décidé de démissionner, saute par la fenêtre de la salle de pause et fonce vers Johanna, sur le parking. « Elle me dit, avec un sourire crispé : "Vous avez enlevé Neal, Norah a grandi, vous déménagez, c'est peut-être le moment pour Norah de voir autre chose." » Avant de retourner dans la salle de repos. Par la fenêtre. Un mois plus tard, Johanna récupère sa fille avec une plaie sur le front, malhabilement cachée par une mèche de cheveux. « Un énorme hématome, de la taille d'une pièce de 2 euros, bleu rouge avec des traces de sang séché », décrit-elle. La directrice lui assure que Johanna a déposé sa fille ainsi le matin. « Si je l'avais amenée comme ça, vous m'auriez posé des questions », rétorque la maman. Aujourd'hui encore, Johanna ignore ce qui s'est passé. Elle retirera sa fille de la crèche fin mai 2021.

En juillet de la même année, la voilà convoquée par la brigade des mineurs. Pas pour ses enfants : Johanna vient témoigner dans le cadre d'une plainte déposée par une autre famille. Les policiers lui apprennent alors que des salariées de la crèche ont fait état de maltraitances sur Neal et Norah. Elle découvre que sa petite fille aurait été mise dans le dortoir, seule, dans le noir, sans tétine ni doudou, au prétexte qu'elle s'était réveillée grognon de sa sieste — elle faisait ses dents. « Elle hurlait à pleins poumons, une assistante maternelle est allée la chercher et elle s'est fait attraper par la directrice parce qu'elle n'avait pas le droit », rapporte Johanna. « On sait qu'il y a eu des violences physiques et psychologiques sur Neal, pour l'instant seulement psychologiques sur Norah », indique-t-elle. Une enquête était en cours, elle n'a pu avoir aucune précision.

« Jusqu'en mai 2021, j'avais des pièces de puzzle dans les mains. Après l'entrevue avec la brigade des mineurs, j'ai commencé à assembler le puzzle. C'est là que la colère est arrivée. » Réaction malheureusement classique : Johanna culpabilise de n'avoir pas vu. D'avoir minimisé, rationalisé. D'avoir pensé que son fils pleurait en arrivant à la crèche parce qu'il avait du mal à se séparer d'elle. De s'être dit



Une crèche People & Baby à Paris, en 2023. PHOTO VALÉRIE DUBOIS / HANS LUCAS

que, si elle récupérait ses enfants affamés, c'est parce qu'ils étaient de gros mangeurs. De leur avoir reproché d'avoir piqué un gâteau dans la poche de Marine. « J'apprends ensuite que des enfants sont privés de goûter lorsqu'ils ne sont pas sages », lâche Johanna. D'après Victor Castanet, l'alimentation des bébés serait un levier d'économies pour People & Baby. Le journaliste s'est procuré un document interne qui atteste : le dossier de l'appel d'offres alimentaire lancé par le groupe en avril 2014. Duquel il ressort que le budget ne devait pas dépasser 3 euros par jour et par enfant. Un tarif insensé, selon Jean-Yves Fontaine, le directeur général d'Elilor France, gros fournisseur de repas dans les crèches. 3 euros, « c'est de la merde, tranché-t-il dans les Ogres. J'avais dit à mes commerciaux : en dessous de 3,20 euros, je vous interdix de vendre ».

Dans un appel d'offres datant d'octobre 2022, People & Baby a demandé aux fournisseurs de proposer 12 % de grammages de moins que ce que préconise le document de référence de la restauration collective. « Chaque centime compte. D'autant que, derrière, c'est de l'argent public. Donc on fait attention », s'est défendu Christophe Durieux auprès de Victor Castanet. Odile Broglin, la cofondatrice de People & Baby et épouse de Christophe Durieux, a quant à elle répliqué : « Fran-

chement, l'alimentation, c'est la base de la santé, c'est mon métier de départ [elle était infirmière puéricultrice]. J'y suis particulièrement vigilante. »

Sur le terrain, d'anciennes directrices expliquent ce que cette recherche d'économies provoque. Alice Régnier raconte ainsi dans les Ogres que sa hiérarchie lui a soudainement demandé de réduire de 10 % ses commandes de repas. Elle bidouille alors en commandant des petits pots sur le budget « biscuiterie », pour que cette décision n'ait pas de conséquences sur les enfants. Cyrielle Sauze, elle, dit avoir « régulièrement » eu « des problèmes d'approvisionnement » et avoir dû compenser elle-même (avant de se faire rembourser, des mois plus tard) : « Je ne compte pas le nombre de fois où je me suis retrouvée avec un chariot plein de couches, d'eau, de lait en poudre et de petits pots. » Les bébés « se sont retrouvés à manger des petits pots en remplacement d'un repas frais et complet. On leur a donné du lait en poudre auquel leur organisme n'était pas habitué ».

MAISON À SAINT-BARTHÉLEMY

Trouvaille cocasse de Victor Castanet : People & Baby ne payait tout simplement pas ses fournisseurs (de repas, de gaz, de produits d'entretien...). « En gros, explique Cyrielle Sauze dans les Ogres, ils font bosser une boîte, ils ne la paient pas, et quand le fournisseur appelle le responsable, on lui dit : "Ecoute, tu feras comme tout le monde. Tu nous attaques en justice. On te paiera dans trois ans quand on aura perdu le procès." [...] Rares sont ceux qui allaient au procès. » « C'était pas une question de trésorerie, assure l'ancien numéro 2 de People & Baby, qui s'exprime anonymement. C'était une question de principe, clairement ! Parce [que Christophe Durieux] ne payait pas les fournisseurs, mais, à côté, il rachetait plein de petits groupes de crèches. »

L'intéressé rétorque auprès de Victor Castanet qu'il y a de la jalousie de la part de concurrents et d'anciens prestataires par rapport à notre qualité. Justement, au fait qu'on soit désintéressés de l'argent. C'est vrai qu'il peut y avoir des conflits de temps en temps, dont certains ont pu entraîner des problèmes

d'approvisionnement. En vingt ans, c'est bien normal. Mais c'est ponctuel. Il n'y a rien de systémique. »

Les Ogres décrit pourtant bien un véritable système, dans lequel toute économie est bonne à faire : surbooker des crèches, primes pour les directrices qui ne remplacent pas leurs salariées en arrêt (ce que Christophe Durieux dément), refus de changer une chaudière dans une crèche sans chauffage ou de faire réparer une issue de secours cassée... Le patron, lui, se déplace en hélicoptère et possède des demeures à Saint-Barthélemy, Bali, Dubaï et en Grèce. « Ce sont des investissements qui sont privés. Cela n'a rien à voir avec People & Baby », balaise Christophe Durieux dans les Ogres. Le couple de fondateurs est également propriétaire du siège social de l'entreprise, situé sur la luxueuse avenue Hoche, à Paris.

« Depuis l'arrivée de Philippe Tapié à la présidence, il y a quatre mois, nous avons déjà entamé une transformation profonde de People & Baby, indique la nouvelle direction de l'entreprise à Libération. Des audits indépendants seront mis en place pour examiner en détail nos pratiques, et nous nous engageons à rendre compte de manière transparente des actions mises en œuvre et de leur suivi. »

A quelques jours du procès contre la directrice et l'infirmière de Baby City, la crèche de Villeneuve-d'Ascq, Johanna Guilbert trouve-
« hypocrite qu'il n'y ait pas de répercussions à un plus haut niveau, parce que tout ne peut pas s'expliquer par deux personnes ». D'ailleurs, elle avait signalé au siège ses soupçons de maltraitances sur ses enfants, sans obtenir de réaction. En recevant un questionnaire de satisfaction, après avoir pourtant retiré ses enfants, elle a relancé. Son interlocutrice lui aurait alors répondu n'être pas chargée des signalements mais des contrats. A en croire les Ogres, d'autres parents ont alerté le siège, sans succès. Des salariées ayant informé les parents des dérives auraient même été licenciées. « Ce qui est triste, c'est que c'est un sujet qui va tomber aux oubliettes, songe Johanna. Quand le scandale Orpea est arrivé, ça a fait beaucoup de bruit, mais on n'en a plus parlé après. On a piétiné ces pauvres personnes dans les Ehpad et là, on piétine notre futur. »

LA CRÈCHE MISE EN CAUSE À LYON EN 2022

En juin 2022, un drame a bouleversé le monde de la petite enfance : dans une crèche lyonnaise appartenant au groupe People & Baby, une employée a tué une fillette en l'empoisonnant avec du Destop. Le groupe s'est toujours défendu d'une quelconque responsabilité, renvoyant à la seule faute de la salariée. Or selon Victor Castanet dans les Ogres, l'entreprise aurait pu empêcher cela. Quelques mois plus tôt, la salariée en question, Myriam, a été embauchée chez Babilou, un autre groupe de crèches privées. Sa période d'essai a pris fin au bout de cinq jours. En cause : un manque de professionnalisme. Elle reste « assise par terre, sans proposer d'activité aux enfants », selon son ancienne directrice, et laisse même un enfant seul sur la table de change. Un coup de fil à cet employeur aurait pu permettre à People & Baby d'être alerté. Deuxième souci : le matin du meurtre, Myriam était seule avec les enfants. Or une telle responsabilité n'est habituellement confiée qu'au bout de deux ou trois ans pour les employées novices, au moins six mois pour les plus expérimentées. Myriam, elle, n'avait que quelques expériences de nounou et en école maternelle, en plus d'un CAP petite enfance. Elle n'aurait jamais dû se retrouver seule à l'ouverture de la crèche.

Le lobby des crèches privées dans les petits papiers d'Aurore Bergé

L'ancienne ministre des Solidarités et des Familles est mise en cause pour sa proximité gênante avec la lobbyiste en chef du secteur, Elsa Hervy. Elle dément.

Qui se souvient qu'Aurore Bergé fut ministre des Solidarités et des Familles ? Pas grand monde, certainement. Il faut dire que la députée n'a occupé ce poste qu'en coup de vent, six petits mois à peine, de juillet 2023 à janvier 2024. Mais six mois importants. C'est en effet à cette période que sont sortis, quasi simultanément, deux livres d'enquête sur le secteur des crèches privées lucratives, dont elle avait la tutelle, qui laissaient planer avant leur parution la menace d'un « Orpea » de la petite enfance. Finalement, il n'en fut rien.

Outre que les informations des livres n'étaient pas de la teneur des *Fossayeurs* et qu'un rapport de l'Inspection générale des affaires sociales avait déjà révélé de multiples maltraitances dans les crèches quelques mois plus tôt, Aurore Bergé aurait contribué à éteindre l'incendie. Selon les dernières révélations de Victor Castanet dans les *Ogres*, son livre consacré aux crèches privées et surtout au groupe Peo-

ple & Baby, qui paraît ce mercredi, l'ancienne ministre entretenait des relations étonnamment étroites avec Elsa Hervy, déléguée générale de la Fédération française des entreprises de crèche (FFEC), autrement dit la lobbyiste en chef des crèches marchandes. Au point, assure le journaliste, d'avoir établi avec elle un pacte de non-agression et d'avoir cogéré la crise qui menaçait. « Je comprends qu'elles communiquent sur Telegram, raconte un ex-collaborateur d'Aurore Bergé dans le livre. Et qu'elles s'accordent à propos de la manière de gérer la sortie des bouquins, sur le séquençage même des interventions de chacune. Aurore dit à Elsa comment se préparer. Et inversement. Vous imaginez la situation ? On se retrouve avec une ministre qui nous parle mal, voire ne nous parle pas du tout, et qui, dans le même temps, discute de manière étroite avec la lobbyiste du secteur qu'on est censé encadrer... »

« Autre côté du miroir »

Victor Castanet révèle également un SMS d'Elsa Hervy à un membre du cabinet d'Aurore Bergé : « C'est ta ministre qui m'a dit quelle sortie jeudi matin (sur BFM TV, ndr) et que ce serait pertinent qu'on préempte les occupations de plateaux ensuite. Donc j'obéis ! (Oui, ça te change) ». Bergé se serait vantée, par mail auprès de membres de son

cabinet, de voir en Elsa Hervy « une copine », qui « sera très aidante ». Elsa Hervy aurait en outre œuvré au départ du précédent ministre des Solidarités et des Familles, Jean-Christophe Combe.

« M^{me} Bergé connaissait M^{me} Hervy du temps de l'UMP, quand elle était responsable jeunes, réagit auprès de Libé l'entourage d'Aurore Bergé, qui n'a pas eu accès au livre et rebondit sur ce que nous lui exposons. Ensuite, elles se sont perdues de vue pendant quinze ans. Elles ont réchangé quand madame Bergé est devenue ministre, uniquement dans un cadre professionnel. Elles n'ont même jamais pris un café ensemble. Ce sont des considérations complètement loufoques et fantasques. » Également contactée, Elsa Hervy répond qu'elle n'a pas eu le livre, n'a pas été en contact avec Victor Castanet et n'a « pas l'habitude de s'exprimer sur des propos rapportés ».

Autre atout surprenant : Aurore Bergé a pris en août 2023 comme cheffe de cabinet Céline Montaner-Blanco, jusqu'alors directrice chez Taddeo, un cabinet de conseil en communication notamment missionné par les Petits Chaperons rouges, un des quatre géants des crèches privées. « Au moment où elle était encore en poste, son employeur se préparait à parer à la crise médiatique qui risquait d'éclabousser le secteur des crèches privées. La

communicante s'est ensuite retrouvée de l'autre côté du miroir, en rejoignant la ministre qui allait gérer cette crise », résume Victor Castanet. « Chez Taddeo, Céline Montaner n'avait pas en gestion le dossier des Petits Chaperons rouges. Elle ne l'a jamais eu. Ça a été dit à M. Castanet, que nous avons reçu en entretien pendant une heure et demie. C'est de la diffamation pure », s'étrangle l'entourage d'Aurore Bergé.

Sur le fond de la stratégie, Bergé, qui fut elle-même communicante, aurait demandé aux géants des crèches privées de la jouer collectif, en reconnaissant des problèmes et sans « entrer dans la stratégie du mouton noir » en pointant People & Baby, dont le patron entretient de très mauvaises relations avec ses concurrents. Ce qui fut fait. Elsa Hervy se serait également gardée de taper sur une éventuelle inaction ou défaillance du gouvernement, s'en tenant à brocarder les régions et la Cour des comptes.

La ministre, elle, se serait retrouvée à distiller dans les médias un discours reprenant les éléments de langage envoyés par la FFEC à son cabinet, selon un document obtenu par Victor Castanet, éléments de langage qui consistaient notamment à dire que la crise traverse tout le secteur des crèches et n'a rien à voir avec ce qui s'est passé dans les Ehpad.

« C'est nous [ses conseillers] qui définissons une position et ce n'est pas en fonction de telle ou telle note qui est envoyée, pour faire plaisir à telle ou telle personne, balaise auprès de Libé l'entourage d'Aurore Bergé. Si la ministre avait sollicité une proximité avec le secteur de la petite enfance privée, elle ne les aurait pas trop aidés, parce que c'est quand même elle qui a changé la loi pour rendre plus coercitifs les contrôles des grands groupes. » Pour montrer qu'elle prenait le sujet à bras-le-corps, Aurore Bergé a annoncé le 10 septembre 2023 qu'elle allait convoquer les quatre grands groupes de crèches privées lucratives. Or, selon un salarié de l'agence de communication Image 7, chargée de défendre le groupe la Mauseau bleue, « la convocation, c'est une vraie fausse convocation. On nous a dit de ne pas stresser, que l'Etat savait très bien qu'il avait besoin du privé, qu'il fallait bien que la ministre réagisse à la suite de la publication des bouquins et de l'écho médiatique, mais qu'il n'aurait pas de suite, pas de sanctions à attendre. Tout ça, c'est histoire de faire un peu de cinéma ». « Ce n'était absolument pas une réunion fictive, les dirigeants n'en menaient pas large », rétorque l'entourage de l'ex-ministre.

Commission affaiblie

Dernier étage de la fusée Bergé : la commission d'enquête parlementaire sur les crèches privées, réclamée par LFI. Selon Victor Castanet, elle s'est mobilisée « afin que cette commission ne puisse pas voir le jour », défendant plutôt la création d'une simple mission flash sur la petite enfance. « C'est factuellement faux, assure son entourage. Elle avait dit que ça paraissait logique de partir sur une mission flash, comme l'avait demandé la présidente de la délégation aux droits de l'enfant, mais que si l'Assemblée voulait une commission d'enquête, elle n'allait pas l'empêcher. » La commission d'enquête verra finalement le jour, mais pas telle que calibrée initialement : ne seront plus concernées les crèches marchandes uniquement, mais toutes les crèches, et deux députés qui avaient voté contre la création de la commission s'en retrouveront président (le LR Thibault Bazin) et rapporteuse (la Renaissance Sarah Tanzilli). Selon Victor Castanet, c'est Elsa Hervy qui aurait réussi à faire élargir le cadre de la commission d'enquête « par l'entremise du député LR Thibault Bazin (très à l'écoute de la fédération) ». Quant à Bergé, « bien sûr qu'elle est intervenue », assure son ancien collaborateur, interrogé par Victor Castanet, qui précise que l'intéressée « conteste vigoureusement » l'accusation d'ingérence. La commission d'enquête parlementaire accouchera d'un rapport sans grand intérêt.

ELSA MAUDET



Aurore Bergé à l'Assemblée nationale en octobre 2023. PHOTO JULIEN MUGUET / HANS LUCAS

Par
**STÉPHANIE
HAROUNYAN**
Envoyée spéciale à Avignon

Dominique Pelicot n'avait pas encore parlé. Tout juste une phrase à l'ouverture de son procès, il y a quinze jours devant la cour criminelle du Vaucluse à Avignon, pour décliner son identité. Puis un mot encore le lendemain, après la lecture de l'acte d'accusation par le président Roger Arata, pour reconnaître d'un simple «*oui*» les faits qui lui étaient reprochés. Après une semaine chaotique où sa santé et sa présence en pointillé ont perturbé le calendrier des débats, jusqu'à mettre en jeu la poursuite du procès, c'est son témoignage que le président de la cour a voulu sécuriser dès la reprise de l'audience, mardi matin. Une prise de parole devenue nécessaire : pour les avocats des 50 coaccusés comparaisant avec lui pour viol et agressions sexuelles, qui insistaient pour entendre, avant leur client, celui qui leur offrait sa femme précédemment sédatée par ses soins. Et pour les parties civiles surtout, à commencer par Gisèle Pelicot, son ex-épouse et principale victime, en quête de vérité depuis que sa vie et celles de leurs trois enfants se sont transformées en «*un champ de ruines*», selon les mots de son avocat.

VOIX FAIBLE MAIS SÛRE

L'expertise médicale diligentée la veille par le président de la cour a conclu que l'accusé était finalement en état de comparaître «*sur le plan physique et mental*», sous réserve de quelques aménagements : des pauses régulières, de l'eau, un matelas dans les geôles et, pour suivre l'audience, un fauteuil un peu plus adapté à ses difficultés de santé. Aidé d'une canne, Dominique Pelicot s'y est installé dans une posture un peu avachie, jambes croisées – pour caler une sonde qu'on lui a posée, expliquera-t-il plus tard – et y restera assis tout au long de son audition qui prendra la journée.

«*Bonjour monsieur le président, bonjour à tous. Je reconnais les faits dans leur totalité*», répond-il d'une voix faible mais sûre à la première question posée par la cour. Il a le choix de se taire ou de laisser le président dérouler à sa place le «*fil de [sa] vie*», mais lui aussi veut être entendu. Après quinze jours de débats, où les coaccusés ont tenté de minimiser leurs responsabilités, il répète ce qu'il a dit dès le temps de l'insurrection : «*Je suis un violeur, comme ceux qui sont*...»



Lors de l'ouverture du procès des viols de Mazan, à la cour criminelle du Vaucluse, à Avignon, le 2 septembre. PHOTO ARNELLE JERGOCKI

INTERROGATOIRE DE DOMINIQUE PELICOT

«Je suis un violeur»

Absent depuis près d'une semaine en raison de son état de santé, le principal accusé a témoigné mardi devant la cour criminelle du Vaucluse. Après avoir reconnu les faits «dans leur totalité», il a tenté d'expliquer comment il est devenu «pervers» et a longuement retracé son enfance chaotique.

RÉCIT

«Le refus de l'échangisme n'a fait qu'augmenter le fantasme, qui est devenu une perversion, une addiction... Il n'y a pas autre chose que ça.»

Dominique Pelicot
mardi devant la cour

lité «structurée sur un mode pervers», résumeront les experts qui l'examineront plus tard, sans détecter de pathologie mentale. «On ne naît pas pervers, on le devient, répète plusieurs fois Dominique Pelicot. Ce que j'ai vécu est prépondérant dans mon histoire.» C'est la rencontre avec Gisèle, alors qu'il a 17 ans, qui l'a «sauvé», du moins un temps. «J'ai tenu quarante ans. Mais c'était trop lourd à porter, dit-il. Je ne lui reproche absolument rien. J'ai été très heureux avec elle. C'était le contraire de ma mère, elle était totalement insoumise. On a eu trois beaux enfants, des petits-enfants que je n'ai jamais touchés. Elle ne méritait pas ça, je le reconnais.»

La voix de Dominique Pelicot se perd dans un sanglot. Face à lui, sur le banc des parties civiles, Gisèle Pelicot contient son émotion. Ils ne sont plus parlés depuis le jour de son placement en garde à vue, il y a quatre ans. Le président lui propose de prendre la parole. «Pour moi, il est difficile d'entendre ce que M. Pelicot vient de dire. Pendant cinquante ans, j'ai vécu avec un homme sans imaginer une seconde qu'il ait pu faire ces actes de barbarie. J'avais toute confiance en cet homme.» Veut-il lui dire quelque chose, puisqu'elle est à la barre, demande le président à l'accusé? «Je suis coupable de ce que j'ai fait. Je prie ma femme, mes enfants, mes petits enfants et madame M. [l'épouse d'un coaccusé, jugé pour avoir violé sa conjointe selon le même procédé, ndr] de vouloir accepter mes excuses. Tu as été merveilleuse. Moi, j'ai été à côté de la plaque.» Gisèle Pelicot balaie la proposition du président de la main: non, elle n'a rien à ajouter.

La cour tente de comprendre: comment cette «addiction» qu'il reconnaît a-t-elle pris le dessus sur le «super me» que son épouse décrivait aux policiers juste avant la révélation des faits? Aux blessures de l'enfance se se-

raient ajoutées des couches de «frustrations», raconte-t-il. Des «besoins» sexuels «trop» importants, que son épouse ne pouvait assouvir, accentués à l'arrivée du couple à Mazan, la retraite venue, son épouse s'absentant régulièrement pour rendre visite à ses petits-enfants en région parisienne. Des envies d'échangisme, aussi. Une fois, quand ils vivaient encore à Paris, il avait emmené Gisèle dans une boîte de nuit pour l'initier, mais elle n'avait pas adhéré. «Les choses traumatiques de ma jeunesse, le refus de l'échangisme n'a fait qu'augmenter le fantasme, qui est devenu une perversion, une addiction... Il n'y a pas autre chose que tout ça», résume-t-il. «Vous avez dit on ne naît pas pervers, on le devient. La question qui hante, c'est à partir de quand on le devient? Ça démarre quand?» interroge un avocat des parties civiles. Réponse: «On essaie en fonction de ce qu'on a vécu de passer à ce qui peut arriver. Ce n'est pas facile, c'est une lutte permanente. Et quand on rencontre une personne qui vous donne une possibilité, sur le Net, là on devient un pervers.»

VIDÉOS CLASSÉES

C'est un «infirmier» qui lui donne les clés pour «rendre possibles» ses fantasmes, en lui indiquant la formule à administrer pour droguer son épouse. Durant un an, il tâtonne, finit par trouver la bonne dose et invite les premiers hommes en 2014, raconte-t-il, alors qu'ils se sont installés à Mazan. C'est sur le site coco.fr, dans un groupe baptisé «à son insu» qu'il n'a pas créé mais fréquente, que les candidats sont recrutés. A tous, martèle-t-il devant les juges, il explique chercher quelqu'un pour abuser de sa femme endormie. Parmi les 50 hommes jugés à ses côtés, 35 réfulent les accusations de viol. Plus de 70 hommes viendront ainsi chez lui, les visites s'accroissant au fil des ans jusqu'à son arrestation, fin 2020, dans un supermarché de Carpentras en train de filmer sous les jupes de femmes. «Quasiment un suicide, je ne savais pas comment m'en sortir, soutient-il. J'étais soumis au chantage par l'argent, je ne savais plus comment m'en sortir. Je savais qu'en me faisant arrêter, il suffirait de tirer le fil d'Ariane de mes portables.» C'est aussi pour cela qu'il aurait guidé les enquêteurs vers le disque dur où étaient stockées la plupart des vidéos prises lors des passages à l'acte, soigneusement classées dans des dossiers. Une sorte d'«as-

surance», dit-il, pour prévenir les éventuels chantages des visiteurs qui, selon lui, ont d'ailleurs finalement eu lieu. Ce sont ces photos qui, aujourd'hui, permettent de confondre ces hommes, souligne-t-il. C'est aussi ce qui aurait chassé ses idées suicidaires qui l'auraient traversé à plusieurs reprises. «Je ne les ai plus. J'ai envie de me battre, de prouver que ma femme n'est pas complice.» Une réponse à certains avocats de la défense, qui depuis le début du procès tentent de plaider les «jeux libertins» et donc le consentement de la victime. «Est-ce que vous êtes un héros?» raille une avocate de la défense. «Ce sont des adjectifs que je ne mérite pas.» «Avez-vous envie de sauver votre femme?» «Ah, ça

vous arrangerait, ça! Ce n'est pas mon rôle de sauver ma femme, je dis simplement la vérité!» C'est cette «vérité» complète que les avocats des parties civiles vont tenter d'obtenir, alors que l'après-midi est déjà bien avancée. Notamment sur ces deux photos dénudées de sa fille Caroline, retrouvée sur son disque dur. «Je n'ai jamais touché ma fille», leur répond Dominique Pelicot presque mécaniquement, réfutant même avoir pris les clichés. Assise au côté de sa mère, Caroline Darlan n'y tient plus. «Tu mens, tu mens!» lance-t-elle à celui qu'elle appelle désormais son «géniteur». «Moi, ma fille, c'est comme mes petits-enfants, ce sont des bijoux, on n'y touche pas, se défend-il

encore. Qu'est-ce qu'il faut que je fasse, que je dise, que je me coupe un bras?» Les débats se sont poursuivis jusque tard dans la soirée. A sa sortie, comme à chaque pause de la journée, Gisèle Pelicot a été chaleureusement applaudie par un public venu nombreux la soutenir, en majorité des femmes. Les coaccusés laissés libres, toujours cachés sous leur masque ou leur casquette, se sont, eux, fait huer. Un peu plus tôt, lors d'une suspension d'audience, l'un d'eux s'était emporté devant les caméras. «Faut pas pleurer!» lui avait rétorqué une dame. Un avocat a dû intervenir pour le calmer. Les premiers d'entre eux verront leur cas examiné par la cour ce mercredi. ◆

◆◆◆ concernés dans cette salle. Ils savaient tout, ils ne peuvent pas dire le contraire.»

«FRUSTRATIONS»

C'est dans son enfance qu'il part chercher les origines de sa bascule, survenue à la retraite, à l'en croire. Une enfance complexe, auprès d'un père «très dur», qu'il surprend une nuit en train de violenter sa mère. Deux autres scènes le hantent. A 9 ans, alors qu'il est hospitalisé, il aurait été violé par un infirmier. A 14 ans, alors qu'il fait son apprentissage comme électricien sur un chantier, il est forcé, selon lui, de participer au viol collectif d'une femme handicapée. «Je ne retiens de ma jeunesse que des chocs et des traumatismes», insiste-t-il, le récit parfois coupé par les larmes. C'est ce qu'il fait tout ce que je suis devenu, malheureusement. » Une personna-

media transports
Pour une publicité utile

**NOUVELLE AUDIENCE
NOUVELLE OFFRE**

41%
des CSP++

fréquentent nos univers
chaque semaine*

**MEDIATRANSPORTS leader français
de l'affichage dans les transports**

Les réseaux publicitaires exploités par MEDIATRANSPORTS.
Plus d'infos sur mediatransports.com



LIBÉ.FR

Donald Trump et le golf : un casse-tête pour le Secret Service

L'incident de dimanche en Floride a révélé les défis sécuritaires posés par les parcours de golf privés de l'ancien président. La routine très prévisible de Trump et la baisse du nombre de ses gardes du corps sont en cause. Un article du Washington Post à lire sur [Libération.fr](https://liberation.fr). PHOTO THE WASHINGTON POST

Commissaires européens : et c'est réparti pour un tour

La présidente Ursula von der Leyen a annoncé mardi ses 26 portefeuilles, dont celui de Stéphane Séjourné à «la prospérité et la stratégie industrielle». Un ensemble pyramidal, majoritairement masculin, et avec une vice-présidence accordée à l'extrême droite.

Par **JEAN QUATREMER**
Correspondant européen

Ursula von der Leyen a annoncé, mardi devant le Parlement européen réuni à Strasbourg, la répartition des portefeuilles entre les 26 commissaires désignés par leur gouvernement. Comme on le savait déjà, surtout après le retrait retentissant de Thierry Breton, lundi, la présidente de la Commission s'est assurée, avec la complicité active ou passive des États membres, seuls compétents pour désigner «leurs» commissaires (un par pays), qu'aucun poids lourd ne viendrait cette fois lui faire de l'ombre. C'est réussi car il s'agit de la Commission politiquement la plus faible de l'histoire communautaire.

En bonne logique, l'architecture pyramidale de la Commission «modèle 2019» a été conservée, puisque'elle permet d'affirmer la prééminence de la présidente alors qu'elle n'est, selon les traités européens, que *primus inter pares*, toutes les décisions se prenant à la majorité simple du collège des 27 commissaires. Mais elle a été simplifiée. Auparavant, outre un «premier vice-président exécutif» entouré de deux «vice-présidents exécutifs», on comptait

cinq «vice-présidents» simples. Et ces huit «super-commissaires» étaient en charge d'un certain nombre de commissaires (on dit «cluster» en idiomme local). Le trio de tête entourant la présidente représentait les différentes familles politiques formant la majorité du Parlement (Frans Timmermans, le premier VP, socialiste ; Margrethe Vestager, libérale ; et Valdis Dombrovskis, PPE), mais avec seulement des «petits» pays en termes de poids politique (dans l'ordre : Pays-Bas, Danemark, Lettonie), un choix pour le moins curieux.

«**Équilibre**». Dans la prochaine Commission, il n'y aura plus de vice-présidents – qui n'ont jamais prouvé leur utilité –, mais uniquement des vice-présidents exécutifs (VPE), six au lieu des quatre attendus. Outre Stéphane Séjourné, choisi par Emmanuel Macron pour remplacer Thierry Breton, chargé de «la prospérité et de la stratégie industrielle», les VPE seront : l'Espagnole Teresa Ribera, proche du Premier ministre Pedro Sánchez, qui obtient la transition écologique «juste, propre et compétitive», qui inclut la politique de concurrence ; la Finlandaise Henna Virkkunen chargée de «la souveraineté technologique, de la sécurité et de la démocratie» ; la Roumaine Roxana Maracuta qui s'occupera des «populations» et des «compétences» ; et, c'est une surprise, la Première ministre italienne d'extrême droite, Giorgia Meloni, ayant voté contre la reconduction de Von der Leyen lors du sommet européen de juin, Raffaele Fitto, son ministre des Affaires européennes, hérité des aides régionales et des réformes. Il faut ajouter à cette liste la ministre des Affaires étrangères de l'Union, l'ancienne Première ministre estonienne Kaja Kallas, qui a été

désignée en juin par les chefs d'État et de gouvernement et qui est automatiquement vice-présidente afin de pouvoir peser sur les débats. Chaque VPE, en dehors de Kallas, gèrera en direct une «direction générale» (le marché intérieur et les instruments financiers pour Séjourné, la concurrence pour Ribera, etc.), et il aura pour le reste un certain nombre de commissaires sous ses ordres, variable selon les domaines qu'il est chargé de gérer. «L'intérêt des clusters est qu'aucune proposition ne peut remonter au collège sans l'accord du VPE, ce qui lui donne une certaine autorité», explique un commissaire sortant. En outre, la diversité politique assure un équilibre des propositions. Par exemple, Stéphane Séjourné, membre des libéraux de Renew, travaillera principalement avec le Letton membre du PPE Valdis Dombrovskis (économie et productivité) ; le Slovaque membre du SMER-SD, un parti qui a dérivé vers l'extrême droite pro-russe et xénophobe, Maros Sefcovic (commerce, sécurité économique et relations interinstitutionnelles) ; ou encore la socialiste portugaise Maria Luís Albuquerque (services financiers). Cela étant, certains commissaires seront directement placés, en tout ou partie, sous l'autorité directe de Von der Leyen, comme le Polonais Piotr Sierañin, chargé du budget et de l'administration, un poste clé. «Cette fois, la présidente et les VPE forment un véritable directoire des grands pays – Allemagne, France, Italie, Espagne, Roumanie –, sur le modèle de la Banque centrale européenne», note, satisfait, un diplomate européen. «Certes le Polonais n'a pas ce titre, mais il dépend directement de la Présidente.» Les petits pays ne sont pas oubliés, puisque la Finlande et l'Estonie sont



Ursula von der Leyen mardi à Strasbourg. PHOTO J. JAHNNA GERON REUTERS

aussi de la partie. L'équilibre politique de ce directoire est pesé au trébuchet : trois PPE (avec Von der Leyen et en ajoutant le commissaire polonais), deux socialistes, deux libéraux de Renew, un ECR (nationaliste conservateur, le groupe politique auquel appartient Fratelli d'Italia). La nomination comme VPE d'un membre de Fratelli d'Italia, même s'il est pro-européen et plutôt conservateur, risque de mal passer auprès du Parlement, l'ECR ne faisant pas partie de la majorité. Curieusement, la liste n'est pas complète, ce qui est une première, la Slovaquie n'ayant toujours pas confirmé sa candidate, Mária Kósa ; sa nomination a dégénéré en

crise politique, l'opposition reprochant au gouvernement d'avoir remplacé un homme par une femme sur pression d'Ursula von der Leyen sans l'avoir consultée.

Selletta. Cette commission est loin de respecter la parité, 16 gouvernements (dont la France) ayant désigné un homme, et seulement 11 femmes (soit 41 %, légèrement mieux que les 22 % lors des nominations des premiers États fin août), contre 13 dans la commission sortante. Pire, seule la Bulgarie a proposé un homme et une femme, comme le demandait Ursula von der Leyen. Maintenant, les commissaires désignés vont se soumet-

tre aux auditions du Parlement européen, souvent sans pitié. Outre l'Italien, le sortant hongrois Olivér Várhelyi, qui a été rétrogradé de l'élargissement à la santé et au bien-être animal, est sur la sellette. En effet, son parti, le Fidesz, est passé du PPE, en 2019, aux Patriotes en 2024, l'un des groupes d'extrême droite du Parlement européen – présidé par Jordan Bardella – qui est entouré par un «cordon sanitaire». Les euro-députés ne vont sans doute pas loucher l'occasion de dire à Viktor Orbán ce qu'ils pensent de ses multiples vetos sur l'aide à l'Ukraine et de son alignement sur la Russie. ◆



LIBÉ.FR

Un homme contrôlé par la pensée l'assistant virtuel d'Amazon

Grâce à un implant cérébral dans un vaisseau sanguin à la surface du cortex moteur, un sexagénaire américain atteint de la maladie de Charcot, une grave pathologie neurodégénérative, a regagné une certaine liberté d'action dans sa maison en pouvant utiliser Alexa par la pensée. A lire sur notre site. P. SYNCHRON INC

La procédure de destitution de Macron passe une première étape

Destituer Emmanuel Macron, qui a refusé de nommer Lucie Castets à Matignon ? C'est le rêve des insoumis qui, à l'Assemblée, ont entamé cette incertaine procédure de destitution, encadrée par la Constitution. Leur démarche a franchi une première étape mardi, après la décision du bureau de l'Assemblée de juger recevable leur proposition de résolution. Coup politique, la procédure a pu franchir cette première haie grâce à la composition du bureau, au sein duquel le Nouveau Front populaire est désormais majoritaire, avec 12 sièges sur 22. La question posée était simple :

le bureau devait-il approuver cette proposition et l'envoyer en commission des lois, deuxième étape de la démarche ? La gauche et les macronistes se sont opposés sur le rôle du bureau : doit-il ou non juger sur le fond, ou simplement permettre que le débat sur la destitution du Président ait lieu ? C'est cette deuxième option qu'il a approuvée lundi soir les socialistes : 32 députés ont voté pour la recevabilité, 28 contre. Opposés sur le fond à la destitution, les socialistes souhaitent que le débat ait lieu en commission. Leurs voix étaient cruciales au sein

du bureau pour permettre de juger recevable le texte. Au sein même du NFP, le sujet a fait débat. À l'intérieur du groupe des Écologistes, certains pensent que l'outil de la motion de censure est davantage dans l'esprit du parlementarisme et plus approprié qu'une incertaine procédure de destitution. Une position défendue chez certains communistes, comme Stéphane Peu. « Nous avons voté en droit », assure l'élu de Seine-Saint-Denis, qui a permis lui aussi cette recevabilité. La procédure a peu de chances d'aboutir. Introduit par la révision constitutionnelle

de 2008, l'article 68 de la Constitution prévoit que le président de la République peut être destitué « en cas de manquement à ses devoirs manifestement incompatible avec l'exercice de son mandat ». La dernière tentative de destitution remonte à 2016. Les députés Les Républicains estimaient que François Hollande avait manqué « aux devoirs de sa charge » en divulguant à des journalistes des documents confidentiels, relatifs aux frappes en Syrie en 2013. La démarche n'avait pas dépassé l'étape du bureau du Palais-Bourbon.

VICTOR BOITEAU

39 millions

C'est le nombre de personnes qui pourraient mourir directement d'infections résistantes aux antibiotiques, ces 25 prochaines années.

L'antibiorésistance pourrait aussi être associée à 169 millions de décès sur la même période, selon une étude de modélisation qui évalue son impact à travers le temps, publiée mardi dans *The Lancet*. Mais des scénarios moins pessimistes sont envisageables. Une amélioration du traitement des infections et un meilleur accès aux antibiotiques pourraient ainsi éviter 92 millions de morts à travers le monde de 2025 à 2050, notamment en Asie du Sud et en Afrique subsaharienne. (avec AFP)

Environnement La couche d'ozone est en voie de rétablissement

L'Organisation météorologique mondiale confirme que, conformément aux promesses et grâce aux efforts conjoints de la communauté internationale pour éliminer progressivement les produits chimiques l'appauvrissant, cette partie de la stratosphère se rétablit. Si l'évolution actuelle se poursuit, la couche d'ozone devrait retrouver son niveau de 1980 d'ici à 2066 au-dessus de l'Antarctique, d'ici à 2045 au-dessus de l'Arctique et d'ici à 2040 pour le reste du monde. Preuve que la coopération multilatérale en matière d'environnement peut porter ses fruits. E.D.

Santé Bruxelles souhaite limiter l'usage du tabac en extérieur

Selon le projet consulté par *Euronews*, la Commission européenne propose d'étendre l'interdiction de fumer à divers espaces extérieurs ou semi-externes. À l'heure actuelle, parmi les États-membres de l'UE, « le niveau général d'inclusion des espaces extérieurs dans les politiques d'interdiction de fumer est faible », justifie l'instance. Les terrasses d'établissements comme les restaurants, les bars ou les cafés devraient ainsi être concernées. Idem pour les arrêts de bus, les aéroports, les espaces extérieurs liés aux lieux de travail, les hôpitaux et les maisons de retraite. S.R.G.

Education Près de 72% des personnels dénoncent les conditions de travail

La 12^e édition du baromètre Unsa-Education des métiers, publié mardi, montre que les personnels souffrent du grand écart entre leur travail rêvé et celui vécu. Près de 72% des personnels estiment que leurs conditions de travail ne sont pas satisfaisantes, et 38% aimeraient changer de métier dans les prochaines années. Selon Morgane Verviers, secrétaire générale de l'Unsa-Education, « le système tient parce qu'on compte sur la résilience, voire la résignation de nos collègues. Il faut repenser toute l'organisation du travail ». C.B.

Le corps du poète Joachim du Bellay retrouvé à Notre-Dame ?



L'ouverture et l'étude du cercueil. DENIS GLIXSMAN

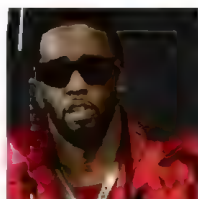
Mais où a donc été enterré Joachim du Bellay ? La question est de nouveau d'actualité. Dans la nuit du 1^{er} au 2 janvier 1560, l'auteur des *Regrets* meurt à 35 ans environ. La famille du poète demande à ce qu'il soit inhumé dans la chapelle Saint-Crépin de Notre-Dame de Paris (son oncle, Jean Du Bellay, était ancien évêque de la capitale). Toutefois, nulle trace de lui n'est trouvée lors de travaux en 1758. On sait depuis qu'il a été enterré dans la cathédrale, mais l'emplacement exact de sa sépulture demeurait un mystère.

Le 15 avril 2019, la basilique s'effondre sous le coup des flammes. À la suite de l'incendie, des fouilles ar-

chéologiques sont conduites en même temps que la reconstruction de l'édifice. En 2022, deux sarcophages sont alors découverts. L'un d'eux contenait une dépouille au crâne scié, sternum fracturé et os coxal déformé. Nouveau rebondissement : l'Institut national d'archéologie préventive a dévoilé mardi l'identité présumée du corps. Il s'agirait du poète. À première vue, ces particularités physiques font la preuve que l'individu montait à cheval et lui souffrirait d'une maladie rare : une tuberculose osseuse cervicale, deux indices le reliant à Du Bellay. Eric Crubézy, médecin et archéologue, explique à

l'AFP que le poète était « un cavalier émérite, il est allé de Paris à Rome à cheval, ce qui n'est pas rien quand on a une tuberculose comme lui. Il a d'ailleurs failli en mourir ». La précaution reste toutefois de mise. « Il reste des doutes », pour Christophe Besnier, l'un des responsables des fouilles à Notre-Dame. Ce dernier met en avant « l'analyse des isotopes » qui « montre qu'on est face à une personne qui a vécu en région parisienne ou dans la région Rhône-Alpes jusqu'à ses 10 ans ». Domini Garcia, le président de l'Inrap, est malgré tout confiant. « Que peut-on avoir de plus ? s'étonne-t-il dans le Monde. Retrouver sa brosse à dents pour vérifier que l'ADN correspond ? Rien que son âge et sa pathologie offrent une solidité statistique remarquable. » La dépouille présumée de Du Bellay n'est pas l'unique découverte occasionnée par les fouilles. Cent autres sépultures ont refait surface dans les réseaux intérieurs, les carreaux ou encore la cave Soufflot.

MAÏA SEURIEN (avec AFP)



VSS Le rappeur P. Diddy arrêté à New York

Le rappeur américain Sean « Diddy » Combs, 54 ans, a été arrêté tard lundi par la police à Manhattan, a annoncé la justice fédérale américaine, après le dépôt de plusieurs plaintes contre lui notamment pour agression sexuelle. L'artiste aux multiples surnoms et aux multiples casquettes dans le monde de la musique et des affaires est décrit par ses accusatrices comme un prédateur sexuel violent, qui utilisait alcool et drogues pour obtenir leur soumission. Le rappeur est visé depuis début juillet par une plainte d'une ancienne actrice de films X, Adria English. Elle accuse Sean Combs de s'être servi d'elle « comme d'un pion sexuel pour le plaisir et le bénéfice financier d'autres personnes » lors de soirées dans les Hamptons, dans l'État de New York et en Floride, entre 2004 et 2009. Au total, neuf plaintes ont été déposées contre le rappeur depuis novembre 2023. (avec AFP)



A Groix, les abeilles noires ont la miel vie

L'*Apis mellifera mellifera* est la seule abeille «porteuse de miel» sauvage en

L'île bretonne est l'un des rares lieux où survit la sous-espèce d'abeille butineuse. Une trentaine d'apiculteurs amateurs y veillent à sa protection tout en les laissant libres de leurs mouvements afin de favoriser sa résilience face aux acariens et aux frelons asiatiques.

Par
NINA GUÉRINEAU
DE LAMÉRIE
Envoyée spéciale à Groix

«**W**aouh, c'est génial !» Christian Bargain, président de l'Association de sauvegarde de l'abeille noire de l'île de Groix, sautille tel un enfant surexcité. L'apiculteur amateur vient de découvrir une colonie

sauvage d'abeilles noires dans une brèche du solide mur de l'ancien fort du Bas-Grognon, au cœur de la réserve naturelle François-Le Bail. Téléphone en main, le sexagénaire plonge la tête la première dans l'étroite cavité. Ses habitantes bourdonnent sévèrement lorsqu'il s'approche des deux ensembles d'alvéoles (leurs nids de cire) pendus à la pierre pour prendre une photo. «Je suis trop content, elles n'étaient pas là l'an dernier. Ça en

fait trois dans ce coin», se réjouit-il, en surveillant d'un œil sa chienne Picasso.

Derrière eux, la falaise chute dans l'océan Atlantique, dont les vagues brillent sous le soleil éclatant de cette fin août. La vue depuis le haut bout de terre est imprenable ; pas étonnant que les butineuses aux poils brun foncé y aient élu domicile. Ce petit caillou breton d'à peine 6 kilomètres sur 3, où vivent 2300 habitants, est l'un des terri-

res privilégiés de l'*Apis mellifera mellifera* – le nom latin de l'abeille noire –, une sous-espèce de l'abeille domestique mellifère aux rayures jaunes. Capable de vivre dans les ruches comme à l'état naturel, elle est la seule abeille «porteuse de miel» sauvage en France.

Ce «patrimoine» groisillon, comme aime à la qualifier Christian Bargain, est menacé de disparition sur le continent à cause de l'usage des pesticides, des pratiques d'apiculture intensives et de divers parasites comme le redoutable varroa (acarien asiatique) ou le frelon asiatique. Mais à Groix, «les abeilles ne meurent pas», sourit le retraité, avant d'indiquer fièrement que l'île regorge d'une quarantaine de colonies sauvages. A chaque saison estivale, des millions d'ouvrières dansent dans les landes de bruyères, de fougères et de mûriers. L'hiver, malgré le rude climat insulaire, elles survivent par centaines dans les creux des arbres ou sous des dolmens, énumère l'ex-mécanicien de

navires commerciaux. Elles s'incrusteront même dans les toits des résidents, plus ou moins habitués à accueillir ces drôles de voisines ailées à l'abdomen plutôt large et volumineux. «Oh, elles ne nous dérangent pas», balaise Evelyne Quedrue, propriétaire d'une jolie maison bordée d'hortensias dans l'ouest de l'île. Depuis six ans, la fonctionnaire à la retraite et son mari vivent en colocation avec des butineuses dans leur cheminée. «Bon, on a quand même dû installer une trappe

«Les abeilles ne nous appartiennent pas. On les laisse comme elles sont.»

Christian Bargain
président de l'Association
de sauvegarde de l'abeille
noire de l'île de Groix

UNE «ANNÉE CATASTROPHIQUE» POUR LES APICULTEURS FRANÇAIS

Fin août, Mickaël Isambert, apiculteur à Saint-Ours-les-Roches, dans le Puy-de-Dôme, racontait à l'AFP avoir perdu 70 % de sa récolte de miel : «C'est une année catastrophique». En temps normal, une ruche produit chez lui environ 15 kilos de miel. Cette année, ce sera «plutôt entre 5 et 7 kilos», estime-t-il. «Le temps au printemps n'a pas permis aux colonies de butiner : il a fait froid, il a plu la plupart du temps et il a fallu nourrir» les colonies avec du sucre, explique l'exploitant de 44 ans, cogérant de 450 ruches à 800 mètres d'altitude. Son binôme, Marie Mior, ajoute que, durant les journées humides, les abeilles «ne volent pas, elles ne sortent pas, donc elles mangent leurs réserves de miel». Le froid, lui, empêche les fleurs de produire l'indispensable nectar. «Nous n'avons pas fait de miel de printemps, pas d'acacia, un peu de châtaigner et un peu de miel de montagne», détaille-t-elle. Partout en France, où 45 000 tonnes de miel sont consommées chaque année (dont 20 000 produites dans l'Hexagone), des apiculteurs déplorent une année noire marquée par des baisses de production, ce printemps, de 20 à 80 %, et, parfois, des abeilles mortes de faim. «La récolte est mauvaise», confirme Henri Clément, porte-parole de l'Union nationale de l'apiculture française (Unaf). Selon cet organisme, à cause des pluies abondantes et des températures basses tardives, «de nombreux apiculteurs et apicultrices voient la viabilité de leur exploitation mise en péril».

très peu d'endroits où c'est encore le cas. Même l'île d'Ouessant, un des autres refuges de l'abeille noire, traite depuis deux ans contre le varroa. Là, les abeilles coexistent avec le parasite alors qu'on s'attendait à ce qu'il décime les populations en l'absence d'acariicide. Selon ses recherches en cours, l'une des premières raisons de cette cohabitation réussie est l'absence de pression anthropique, car tous les apiculteurs de l'île sont amateurs et ne récoltent que le surplus de miel pour leur consommation personnelle ou de la vente sans obligation de rendements. «Les abeilles ne nous appartiennent pas. On les laisse comme elles sont», résume Christian Bargain. La deuxième vient de la pureté génétique des ouvrières groisillonnes. Car la fabuleuse histoire de l'abeille noire remonte à bien avant l'arrivée de l'Homme sapiens. Venue d'Orient il y a environ 1 million d'années, l'espèce «est la seule à avoir survécu aux deux dernières glaciations» avant de recoloniser la France et l'Europe de l'Ouest, assure Christian Bargain.

Frugale et extrêmement costaud, l'abeille noire a donc une parfaite connaissance de ces territoires. «Elle est très riche en caractères adaptatifs», reprend Fabrice Requier. Lorsque l'homme, pour des objectifs d'augmentation de la production en miel, a commencé il y a une quarantaine d'années à créer des abeilles hybrides, ils ont favorisé certains traits – le miel et la non-agressivité – au détriment d'autres, comme leur résilience ou leur capacité à s'autogérer. Ce qui a eu pour effet, sur le continent, de les affaiblir.

À Groix, les butineuses ont échappé de peu à l'hybridation. En 2008, un homme a débarqué sur l'île avec 80 ruches. À l'époque, Christian Bargain, qui travaille au port,

développait au contact d'amis et de scientifiques sa nouvelle passion pour les abeilles noires. Une intuition le pousse à se pencher sur le cas du nouveau venu. En découvrant que celui-ci a ramené des pollinisateurs du continent, il organise des rencontres, prévient des chercheurs, et finit par obtenir le contrôle sanitaire du rucher étranger. «Sur 80 colonies, 60 étaient mortes de faim, se rappelle-t-il. Il a tué le reste et est reparti. Mais le mal était déjà fait.» Il faudra dix ans pour revenir à quasi 100 % d'abeilles noires.

«Château de cartes»

Après cet épisode, la municipalité prend, sous l'impulsion du militant, un arrêté d'interdiction d'importation d'abeilles ou de matériel apicole usagé. En cas de non-respect, le contrevenant reçoit une amende de 35 euros. «Sauf que dans les faits, c'est incontrôlable. N'importe qui peut venir sur l'île avec des ruches», peste Christian Bargain, qui plaide pour un arrêté d'Etat plus contraignant, en vain pour l'instant.

Alors le Groisillon d'adoption mise tout sur la communication et la sensibilisation. Il organise régulièrement des visites pédagogiques de ruches prévues à cet effet pour la population locale et les touristes, contacte de nombreux scientifiques, tente de faire bouger les lignes politiques, participe à de nombreuses conférences pour faire connaître son combat. Déjà, à son initiative, la région Bretagne a fait poser des panneaux de sensibilisation sur les abeilles noires dans les couloirs de la gare maritime de Lorient. «C'est clairement le nerf de la guerre. Si un apiculteur introduit aujourd'hui 30 ruches et les traite contre le varroa, le château de cartes s'effondre», abonde l'expert Fabrice Requier. Et d'espérer pouvoir bientôt publier dans une revue sérieuse un article scientifique sur l'exceptionnalité de l'abeille noire groisillonne. «Cela permettra d'activer des leviers», dit-il, et de protéger ce patrimoine vivant.

carnet

ANNIVERSAIRES

28 ans que tu ensoleilles ma vie.

Joyeux anniversaire Arthur.

Papa qui t'aime.

DIJES

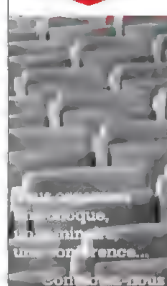
Paris (75)



19 septembre 1989-2024
35 ans
Attendant contre le DC 10 UTA

LAFVT organise en mémoire aux 170 victimes de l'attentat, une cérémonie de souvenir et de recueillement le jeudi 19 septembre 2024, à 14H00, devant la stèle dédiée aux victimes de l'attentat cimetière du Père-Lachaise, à Paris 20ème, entrée par la Place Gambetta

Association française des Victimes du Terrorisme
AFVT
www.afvt.org
www.Terrorisme.net



Réservations et insertions
la veille de 9h à 10h

pour une parution le lendemain

Tarifs : 15,30 € TTC la ligne

Forfait 10 lignes.

153 € TTC pour une parution

15,30 € TTC la ligne suppl

abonnée et assurance hors - 10 %

Tél. 01 87 39 84 00

Vous pouvez nous faire parvenir vos textes par e-mail : carnet-libe@teamedia.fr

et boucher les trous avec du coton pour qu'elles ne s'infiltrant pas dans le salon, rigole-t-elle. Mais je les aime bien, je les nourris avec mes fleurs.»

«Village gaulois»

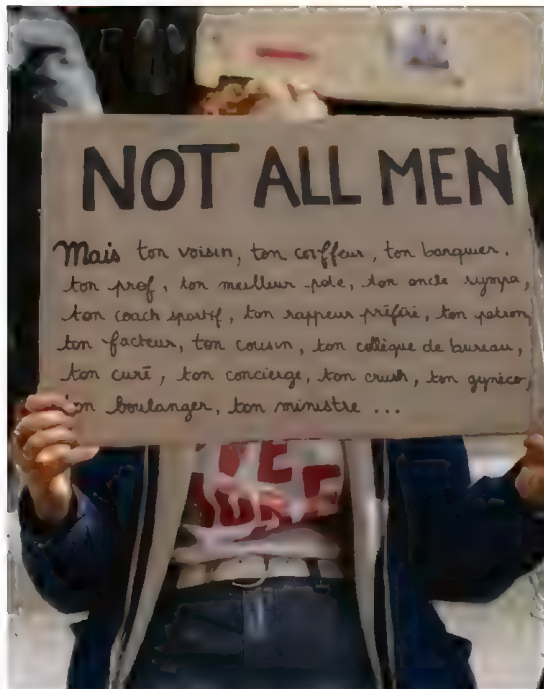
Dans les jardins aussi, on se félicite de l'incroyable résilience des pollinisateurs. Pascal Lissillour fait partie des 35 apiculteurs amateurs de Groix. Avec 20 ruches, il est l'un des rares gros producteurs de miel de l'île, ses collègues en possédant généralement moitié moins. En dix-huit ans de métier, celui-ci n'a jamais nourri ou traité ses colonies. «On n'a pas besoin de faire quoi que ce soit, nos abeilles sont acclimatées à leur milieu naturel. Quand le varroa est arrivé, elles se sont simplement réadaptées», explique celui qui récolte 130 kilos de substance sucrée chaque année – «trois fois rien comparé aux professionnels sur le continent, où une ruche seule fabrique 50 kilos». De fait, le Groisillon ne prélève que le surplus

de miel déposé dans ses hausses, une sorte d'étage supplémentaire apposé sur l'abri en bois. Une pratique que préconise inlassablement Christian Bargain, le militant associatif. «Les abeilles ne sont pas faites pour bouffer du sirop de glucose mais du miel lors qu'il fait froid ! s'empote-t-il. Les apiculteurs sont aussi responsables de la disparition des abeilles que les agriculteurs, parce qu'ils les nourrissent, font de l'hybridation, les traitent. Ils n'acceptent pas qu'elles puissent être libres, ou la souplesse de la nature.»

«Groix, c'est un peu le village gaulois encadré par les Romains, compare le biologiste au CNRS Fabrice Requier, spécialiste de l'abeille noire. C'est un îlot où l'Apis mellifera mellifera originelle perdure, que ce soit à l'état naturel ou en ruchers. Il y a



France. PHOTO THEOTIME COLIN NATURIMAGES



Lors de la manifestation de soutien à Gisèle Pelicot, à Paris, samedi.

PHOTO ALINE DESCHAMPS

Ils se sont garés loin de la maison, ont attendu que la victime soit inconsciente. Ils ont eu les ongles courts, n'ont porté aucun parfum, n'ont pas fait de bruit. En entrant, ils se sont déshabillés dans la cuisine, se sont lavé les mains. Des films ont été tournés, «des scènes de viols insoutenables où ils sont parfois deux, trois». Il n'y a aucun doute sur ce qu'ils ont fait.

Elle s'appelle Gisèle Pelicot. Elle pourrait être n'importe quelle femme. Après la soumission chimique qu'on lui a imposée pendant dix longues années, elle doit désormais affronter la violence du système judiciaire.

CULTURE DU VIOL

Devant les juges, ces hommes, pour la plupart, vont plaider non coupables. Dans le prétoire, certains portent des masques, un autre arrive en retard. «L'accompagnement mon fils à l'école». Ils se cachent. Ils n'ont aucune conscience. C'est leur seul courage. Devant la police, la grande majorité argumente: ils croyaient à un «jeu libertin», ou encore que Gisèle Pelicot faisait «semblant de dormir». Pour certains, la présence de Dominique Pelicot, pendant les viols, les disculpe. Ils ne se considèrent pas fautifs puisque le mari avait donné son accord. Leurs avocats organisent leur défense. Le président de la cour criminelle se plie d'emblée à leur demande: «On va parler de scène de sexe plutôt que de viol.»

Elle s'appelle Gisèle Pelicot. Elle voudrait que ce procès soit celui de la soumission chimique. Il le sera, il faut l'espérer. Mais il devrait aussi être celui de la violence patriarcale, de cette société qui n'en finit pas avec la culture du viol. Car, comme le dit Camille Froidevaux-Metterie, dans cette horreur, c'est le rôle de chacun qui interroge. Celui du mari, des violeurs. Celui des professionnels de santé qui, tout en constatant les troubles de la mémoire, la fatigue, les infections sexuellement transmissibles, n'ont pas pensé aux violences que Gisèle Pelicot pouvait subir. Celui des policiers qui, bien qu'ils aient, par le passé, déjà arrêté Dominique Pelicot pour voyeurisme, n'ont pas pensé à avertir sa femme. Celui d'un avocat qui croit pouvoir distinguer «viol et viol».

Elle s'appelle Gisèle Pelicot. Et elle a choisi de prendre la société à témoin, comme Gisèle Halimi, cette avocate, militante et féministe, cofondatrice de Choisir la cause des femmes avec Simone de Beauvoir, lors des procès emblématiques de 1972 et 1978. Elles s'appellent Gisèle et on voudrait «que l'ère d'un monde fini commence». Ce monde où les hommes se permettent

encore de croire qu'un mari peut disposer du corps de sa femme. Ce monde où certains d'entre eux se pensent encore propriétaires du corps des femmes. Où ils s'autorisent à chercher sur le Web comment violer des femmes. Ce monde où aucun d'entre eux ne se sent la responsabilité de dénoncer à la police ce que subissent les femmes. Qui leur permet de revenir sans protection commettre leur crime. Ce monde où des hommes, après qu'ils ont violé à plusieurs reprises une femme endormie la nuit, retournent tranquillement à leurs activités au matin. Celui aussi qui fait naître un florilège de remarques nauséabondes sur Internet. «Elle ment. Elle ne pouvait pas ne pas savoir.» «Et la victime ne s'est posé aucune question? Pourquoi réagit-elle si tard?» Ce monde ancestral de la domination. Cette violence de la norme des hommes, faite par les hommes et pour les hommes.

Elle s'appelle Gisèle Pelicot, et, comme celui de 1972, le procès auquel elle est partie déborde la question du droit pour interroger plus largement le comportement des hommes. Il questionne les justifications qu'ils se donnent.

HORS LES MURS

Déjà les commentateurs pullulent. On parlera ici d'un «procès hors normes». On louera «la dignité de cette femme». On s'étonnera: «Vous vous rendez compte, ces violeurs sont des "monsieurs Tout-le-Monde"!». Comme si les violences faites aux femmes n'étaient pas la norme. Comme si l'on pouvait douter de la dignité des femmes, ou du fait que les violeurs sont des hommes. Déjà, les illustrations font vomir. Recroquevillé derrière la liberté d'expression, un hebdomadaire satirique diffuse un dessin immonde, représentant une Marianne, exsangue, violée et filmée par Emmanuel Macron, hurlant au «suis-vant» à Maitignon, histoire de tester le meilleur premier ministre, celui capable de violer au mieux la république. Un dessin qui ne dénonce rien d'autre que la cruauté de son auteur.

La presse à la liberté d'informer, le dessinateur de caricature. Tout ça est licite, mais horriblement violent.

On le voit, pour nous toutes, l'enjeu de ce procès se trouve hors les murs. Pour qu'un changement opère, c'est sur le terrain des représentations et celui du langage qu'il nous faut nous battre. Car, outre la monstruosité de la violence subie par la victime, c'est la violence des hommes, leur manière d'être sûrs de leur bon droit, de ne pas interroger leurs consciences qu'il devrait mettre à mal.

Elle s'appelle Gisèle Pelicot et dans cette société française où le mouvement #MeToo ne prend pas ou si peu, elle ne doit plus être la seule à avoir du courage. À l'image de la puissance des femmes espagnoles poussant à la modification des lois après les crimes de «la Meute», il est temps que nous nous unissions tous et toutes. Car ils ne sont ni des loups ni des monstres, mais simplement des hommes. ♦

Tribune parue initialement dans *El País*.

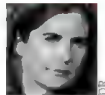
Procès des viols de Mazan: elles s'appellent Gisèle

L'autrice de «la Familia grande» soutient le combat de Gisèle Pelicot dans le procès contre son ex-mari. Et rappelle que cela révèle la lutte à mener contre l'aveuglement patriarcal.

Elle s'appelle Gisèle Pelicot. Elle a dit: «Je refuse le huis clos.» Elle a dit: «La honte doit changer de camp.» Elle s'appelle Gisèle Pelicot. Comme l'a écrit Lola Lafon dans *Libération*, l'écho le plus sonore devrait accompagner le courage, la conscience et la générosité de cette femme. Elle s'appelle Gisèle Pelicot. Elle a 72 ans. Le 2 septembre dernier, devant la cour criminelle du Vaucluse, s'est ouvert le procès de 51 hommes qui, je l'espère, porteront toute leur vie la honte de ce qu'ils lui ont fait. Cinquante et un pauvres types, dont Dominique Pelicot, le mari de Gisèle depuis cinquante ans, «sans doute le plus grand prédateur sexuel de ces vingt dernières années» aux yeux de leur fille, Caroline Darian.

Elle s'appelle Gisèle Pelicot. Et ses enfants, leurs enfants, traversent, eux aussi, le pire. Elle s'appelle Gisèle Pelicot. Il y a quatre ans, son mari a été arrêté pour avoir filmé sous les jupes de clientes d'un supermarché. Depuis, la police française a retrouvé chez lui des centaines de films de Gisèle, droguée, violée à 92 reprises par des hommes accourus à leur domicile. De 2011 à 2020, Dominique Pelicot, cet homme, a organisé les viols de sa femme par d'autres hommes. Ils sont ouvrier, instituteur, pompier, journaliste, étudiant, chauffeur routier, gardien de prison, infirmier, retraité, conseiller municipal... Ils ont entre 26 et 74 ans. Leurs profils psychologiques et sociologiques sont banals, bien éloignés de la caricature du monstre dont on affuble tellement les violeurs pour laisser croire à l'exception. Ce sont des «bons pères de famille» comme le dirait la militante féministe Rose Lamy. Ils pourraient être n'importe quel homme. Via un site fermé depuis, Dominique Pelicot a librement donné la marche à suivre à ses partenaires de crime. Il leur a précisé la manière dont il faudrait s'y prendre, les règles qu'il faudrait respecter. Aucun d'entre eux n'a moufté. Aucun d'entre eux n'a prévenu la police. Au mieux, ils se sont tus. Au pire, ils sont venus. Imposer leur violence.

Par **CAMILLE KOUCHNER**



Avocate

IDÉES/

Il est urgent de rétablir le repos hebdomadaire des saisonniers

En juillet, un décret a facilité le retrait de ce jour de repos pour les JO. Les acteurs du monde agricole et viticole souhaitent l'adoption de mesures qui concilient protection des personnes et exigences économiques.

L'an dernier, six vendeurs euses ont décédé (deux dans le Rhône et quatre dans la Marne), dans un contexte de travail par fortes chaleurs et de dérogation au jour de repos hebdomadaire. Ces morts n'ont pas pesé lourd face à la pression exercée, au début de cette année, par certains syndicats patronaux agricoles. Ces derniers, en refusant d'inclure les «hauts niveaux d'exigences sociales, sanitaires et environnementales» dans la production française, ont affaibli les droits des ouvriers agricoles. Le 9 juillet, seulement deux jours après la défaite de l'ex-majorité aux législatives, paraît au Journal officiel le dernier décret «Attali». Sur reprise d'une idée du RN et des LR, ce texte autorise la suppression du repos hebdomadaire obligatoire des travailleurs agricoles «une fois au plus sur une période de trente jours», dans le cadre des récoltes manuelles relevant d'une AOC ou d'une IGP. Ce coup porte atteinte à un droit fondamental qui est inscrit dans la loi française depuis 1906, et qui est reconnu par la charte des droits fondamentaux de l'UE ainsi que par l'OIT. Et ceci constitue donc une grave mise en péril de la santé des travailleurs. Jusqu'à présent, la suppression du repos hebdomadaire nécessitait une dérogation spécifique accordée par l'inspection du travail. Désormais, cette décision

repose uniquement sur la volonté de l'employeur, sans obligation de justification, sans demande préalable et hors «circonstances exceptionnelles» auparavant exigées. Le caractère périssable des récoltes constitue un motif suffisant aux yeux des promoteurs de cette mesure. Les risques pour les employés, eux, sont ignorés, tout comme les alternatives possibles, telles que le chevauchement d'équipes qui permettrait le repos des personnes en maintenant l'activité le dimanche. Dans un contexte où la durée hebdomadaire de travail peut déjà atteindre 72 heures par dérogation (1), en viticulture, les exploitants ont le droit d'imposer 120 heures de travail (voire 144 dans certains secteurs) en 14 jours, payées au smic, avec seulement vingt minutes de pause par jour. Ceci sans même reconnaître le droit à une prime de précarité (bien méritée) et sans aucune mesure visant à protéger la santé des personnes. Cette situation met des vies en danger. Et l'indifférence face à la souffrance des ouvriers et ouvrières agricoles doit donc cesser.

Autel de la rentabilité

Le changement climatique exacerbe les risques pour les saisonniers, déjà précaires par des conditions de travail et de vie difficiles. L'absence de jour de repos, qui plus est dans un contexte de températures extrêmes, rend chaque journée de travail potentiellement dangereuse. Le gouvernement persiste à sacrifier le repos hebdomadaire sur l'autel de la rentabilité. Nombre de saisonniers «professionnels» enchaînent les mois de contrats et les récoltes, été comme hiver, sous des températures très élevées ou de fortes intempéries, augmentant les risques pour la santé. Bien trop souvent, leurs conditions de vie sont déjà déplorables, qu'ils ou elles soient français ou étrangers. Pour ces derniers, en nombre dans les champs et les

vignes, ce sont encore plus d'obstacles pour accéder aux soins et connaître les droits sociaux basiques en France; la barrière de la langue, la fracture numérique, l'isolement, le racisme se cumulent, accroissent les dangers du travail sans repos, et empêchent la revendication de leur droit à l'intégrité. D'autres saisonniers «occasionnels» aux profils multiples, astreints à l'intensité et à la productivité du rendement ne sont pour la plupart pas coutumiers de ces conditions de travail. Ils seront par manque d'habitude plus vulnérables, surtout dans leurs douze premiers jours. Par ailleurs, il n'est pas non plus possible de faire confiance au «bons sens» de nombre d'employeurs indifférents au bien-être et aux conditions de vie (voire de survie)

de la main-d'œuvre saisonnière, comme l'illustre parfois le défaut d'accès à l'eau potable ou le manque de provision dans certaines exploitations, l'inexistence de logement digne et décent... Ou régulièrement, la réticence à aménager les horaires de travail pour éviter les fortes chaleurs.

Conditions sûres et dignes

Les abus d'application de ce décret sont prévisibles, tandis que la mort au travail est en augmentation. In fine, quelles obligations et responsabilités incomberont aux employeurs et aux organismes en charge de la sécurité des travailleurs (inspections du travail, MSA), si l'on considère que pourraient être commises des atteintes involontaires à la vie, des atteintes à l'intégrité physique et la mise en danger des

personnes en raison des risques causés à autrui, comme le stipule le code pénal? Il est impératif de garantir des conditions de travail sûres et dignes pour tous et toutes en agriculture. Le repos hebdomadaire est un droit fondamental qui ne doit pas être sacrifié au nom de la productivité. Il est possible de concilier protection des travailleurs et travailleuses et exigences économiques, comme le montrent les initiatives mises en place pour les ouvriers et ouvrières du BTP lors des canicules. Il est urgent d'entendre ces mesures aux domaines agricole et viticole. Face à cette mise en péril grave et imminente des ouvriers agricoles, nous, associations et organisations signataires, appelons à l'abrogation de ce décret et à l'application de mesures en faveur de la sécurité et santé au travail des travailleurs agricoles. Ensemble, nous devons nous mobiliser pour la justice et la dignité de celles et ceux qui nous nourrissent. ➔

(1) Article L.713-13 du code rural et de la pêche maritime.

SIÈNE COCO



Par LE RÉSEAU EL ECO SAISONNIER

Collectif de travailleuses agricoles.
Avec Marie-Lys Bibeyran Défenseuse des droits des travailleuses des vignes et autrice Fabienne Goutille Chercheuse intervenante en santé au travail Tiffenn Hermelin Documentariste
Béatrice Mézière Chercheuse. Liste complète sur Libération.fr



Par
ANNE DIATKINE

L'excellente nouvelle est que *Ma Vie Ma Gueule* est bien à 1000 % un film de Sophie Fillières, disparue le 31 juillet 2023 trois semaines après avoir terminé son ultime tournage, mais en ayant eu le temps et la volonté, malgré la maladie, de donner des indications ultraprécises sur la forme que devait prendre son film, à ses enfants Agathe et Adam Bonitzer et au monteur François Quiquéré avec qui elle n'avait jamais travaillé auparavant. *Ma Vie Ma Gueule* : un titre à la première personne, pour un film qui ne l'est pas moins, frontal, et qui comme lui, ne cherche pas particulièrement à être aimable, ne romantise pas la vulnérabilité, et préfère s'en tenir à une légère agressivité, une autodérision prompte à se retourner, contre le voyeur, l'épiqueur, le spectateur, et tous ceux qui traversent le chemin de Barberie Bichette, 55 ans autant dire 60, qui comme tout un chacun doit faire avec elle-même : une solitude peuplée et un futur qui se rétrécit.

Pour autant, la tonalité de *Ma Vie Ma Gueule* n'est jamais triste et encore moins larmoyante, puisque

«Ma Vie Ma Gueule» joue franc je

Dans sa dernière comédie attachante et fantaisiste, Sophie Fillières, disparue en juillet 2023, donne à voir les déambulations solitaires de son alter ego incarnée par Agnès Jaoui, formidable en quinqu frontale et libre.

c'est la quête d'une liberté obtenue comme on s'arrache, contre vents et marées, toutes les marées, qu'elles montent ou qu'elles descendent. *Ma Vie Ma Gueule*, c'est le portrait de l'artiste en son actrice, Agnès Jaoui, corps massif et ancré, au plus loin de toute joliesse, souvent filmée en gros plan, qui fait merveille pour montrer tout autant l'effraction de la fantaisie qui soudainement donne des ailes que le sentiment de mise à l'écart ou au rencart du monde tel qu'il va.

JEUNES FILLES SOI-DISANT Muettes

Il y a cet homme par exemple, qu'on ne reverra pas, mais qui d'un geste pose son sac sur un banc pour signifier qu'il veut le siège à lui tout seul, pile quand Barberie envisage de s'asseoir. C'est rien, un plan muet de trois secondes, mais qui dit une violence banale. Le plan a son pendant, quand vers la fin du film, un sourire illumine le visage d'une femme dans un café. Elle non plus, on ne la reverra pas. Elle est une virgule dans une narration, une respiration, un échange de regards comme le signe furtif que la vie devient plus propice à Barberie susceptible de saisir chez les inconnus autre chose que les agressions.



leurs traits. Ils sont sans notoriété aucune à l'exception de «Katerine Philippe», comme nomme le chanteur Barberie Bichette lors de deux apparitions essentielles. Drôlerie également des scènes avec la sœur (lumineuse apparition de Valérie Donzelli).

La magie du film, c'est évidemment qu'Agnès Jacot complètement à son aise dans l'univers de Sophie Fillières qu'elle ne connaissait pourtant pas, prenne les traits de la cinéaste en dépit de leur absence de ressemblance, comme Jean-Pierre Léaud devient François Truffaut quand il est filmé par celui qui l'a découvert. Mais aussi et surtout que chaque spectatrice, spectateur, puisse opérer cette transmutation, accepte de devenir cette Barberie Bichette, ce personnage abrupt et défilé, égo-centré puisqu'il est si dur de sortir de soi-même, et qui ne rencontre jamais l'amour, on n'est pas dans une comédie romantique.

ANGES GARDIENS DE PASSAGE

Parmi les moments rares du film, on choisit ceux qui ont lieu à l'hôpital psychiatrique, filmé avec une grande douceur, étrangement paisible, et sans caricature des soignants. Et puis, il y a les enfants, frère et sœur, anges gardiens de passage, comme le sont tous les anges gardiens, parfois agacés, parfois cruels, et interrogatifs. «Tu t'es absente, là. Ça va? Tu es sûre que ça va?» Rose, la fille, s'inquiète, quand effectivement, sa mère s'apprête à prendre la tangente. «Ça va, t'es sûre que ça va?» sont parmi les questions qu'on entend le plus durant cette déambulation de quelques jours, quelques semaines, où comme dans les jeux d'enfant, la case (vert) paradis sera peut-être atteinte.

Une femme seule dans la ville: il y aurait un festival à inventer tant, de *Cléo de 5 à 7 à Sue perdue dans Manhattan*, en passant par le *Rayon vert*, la thématique ne cesse de hanter le cinéma. Au fil de sa trajectoire, Barberie, avec ses lunettes noires, son foulard et son imperméable, est comme happée par le grand écran. Elle qui semblait si peu soucieuse de glamour dans son pantalon ample bas de gamme, son survêtement même pas Balenciaga, devient telle une héroïne hollywoodienne. Le champ de vision élargi s'amplifie et la nature devient western, bien que Barberie nous ait prévenus qu'elle détestait les paysages. Le monde s'ouvre et c'est celui du cinéma. ◆

MA VIE MA GUEULE
de Catherine Leterrier
avec Agnès Jacot, La 49

C'est la quête d'une liberté obtenue comme on s'arrache, contre vents et marées. C'est le portrait de l'artiste en son actrice.



Le film suit la révolte iranienne qui a commencé en septembre 2022. PHOTO PYRAMID FILMS

«Les Graines du figuier sauvage», échappées rebelles

Dans sa fiction tournée clandestinement sur une famille disloquée par la révolte «Femme, vie, liberté», le cinéaste Mohammad Rasoulof oscille entre naturalisme et épouvante.

Les *Graines du figuier sauvage* est un film double. Déjà parce qu'on ne peut le voir sans que s'y surepose son propre making of, au moins aussi romanesque que l'histoire familiale qu'il raconte: un scénario qui germe dans la tête du réalisateur Mohammad Rasoulof alors qu'il est enfermé dans la cellule d'une prison iranienne si petite qu'il peut à peine s'allonger. Un tournage clandestin. Un montage achevé pendant le voyage qui le mène à l'exil, à travers les montagnes et les frontières, pour échapper à une peine de huit ans de prison assortie de coups de fouet pour «collusion contre la sécurité nationale». Une présentation au Festival de Cannes enfin, où le film arrache le prix spécial du jury, en présence de Rasoulof, arrivé en extremis et dans le plus grand secret sur le tapis rouge. *Les Graines du figuier sauvage* est une fiction, mais c'est une fiction lardée d'images réelles, celles qui ont circulé sur les réseaux sociaux, celles qui ont permis à la révolte de s'organiser et de prendre de l'ampleur, qui ont documenté la révolution «Femme, vie, liberté» et sa terrifiante répression – femmes matraquées, éborgnées par les billes de plomb lors des manifestations, tirées par les cheveux et jetées dans les vans de la police...

Slogan. C'est aussi un film qui en contient deux. Le premier, volontiers nocturne, étouffé dans l'appartement gris de la petite bourgeoisie de Téhéran, où la mère (Sobeiha Golestani) regarde les informations officielles à la télévision, dos à la fenêtre qui donne pourtant sur la rue qui gronde de slogans et de détonations. Le père, Iman (Missagh Zareh) vient d'être nommé enquêteur au tribunal révolutionnaire de Téhéran. Un poste qui est enfin à la hauteur de ses compétences et de son engagement pour le

régime, le poste qui permettra à sa famille d'avoir une troisième chambre et un lave-vaisselle. Iman a choisi de collaborer, signant à tour de bras les condamnations de manifestants, parfois à mort.

Paranoïa. La violence va pénétrer en plein l'appartement aux rideaux tirés, et s'y répéter en écho – jusqu'à ce que l'homme reproduise les mêmes techniques d'interrogatoire contre ses filles adolescentes (Mahsa Rostami et Setareh Maleki) gagnées par les idéaux de liberté, les mêmes gestes policiers contre Najmeh, son épouse pourtant dévouée. La paranoïa gangrène le foyer, le régime et la famille se fissurent, comme l'Iran tout entier aujourd'hui: «*Nous sommes à une étape où des adolescents guettent des vieillards*», comme le réalisateur l'a dit à *Libération*. Dehors, la rue hurle et déjà, le film prend une dimension quasi fantastique. «*Et s'il se passait quelque chose*?» s'enquiert la femme à son époux. «*Mais que pourrait-il se passer?*» Débute alors, aux deux tiers du visionnage, un second film qui tend vers le film d'horreur, un film noir aux images lumineuses, aux plans plus larges. On respire enfin quand la tension qui jusqu'ici couvait, soumise, pénible, soudain explose. Sur la pellicule, l'horizon s'élargit, quand dans l'histoire, l'enfermement et la folie sont à leur maximum. Rasoulof fait une embarcadure, le film naturaliste devient film de psychopathe – on est dans *Misery*, dans le *Baiser du tueur*. Sans doute fallait-il bien trouver une chute à cette révolution qui n'a pas eu de fin. Par une sortie de route improbable, Rasoulof refuse de clôturer son film d'une manière par trop raisonnable, comme on refuse d'acter la fin de l'insurrection iranienne. C'est un rêve, celui de Najmeh ou de ses filles, où elles pourraient enfin, sans se soucier de réalisme et de logique, envoyer valser les règles de la République islamique, comme Rasoulof éclate le cadre de son propre film.

SONYA FAURE

LES GRAINES DU FIGUIER SAUVAGE
de Mohammad Rasoulof
avec Sobeiha Golestani, Mahsa Rostami, Setareh Maleki



La Rue rouge (1945) de Fritz Lang, avec Edward G. Robinson et Joan Bennett. PHOTO LES FILMS DE CAMILLA

Dans les films noirs, l'homme est un chelou pour l'homme

Quatre films noirs américains ressortent en salles en version restaurée, dont le très beau «L'Évadée» d'Arthur Ripley. Des œuvres dont les héros aux destins maudits reflètent la violence des années 40.

On définit par «film noir» un genre de cinéma des années 40 et 50 identifiable, inspiré ou adapté des romans policiers d'un Chandler, Hammett, M. Cain, fondateurs principaux des figures de style du «noir» : le détective privé, la femme fatale, la ville nocturne et mouillée, l'enquête jonchée des turpitudes comme dans un rêve à la logique étanche, bien sûr le noir et blanc aux clairs-obscur troués des complexions pâles et tourmentées, des blondes platines et d'aveuglements électriques. L'ère du film noir court ainsi du *Façon maltais* de Huston en 1941 à *Poursuites dans la nuit* de Tourneur et *La Soif du mal* de Welles, en 1957.

A une forme caractéristique, sordide et désespérée, correspondait une économie précise, les petits budgets de série B. Autre propriété notable : le genre alt flouri pendant la guerre et après-guerre, comme des traumatismes (deux des personnages principaux des films ressortant en salles, *Le Piège* et *L'Évadée*, sont des vétérans marqués). Sa noirceur fondamentale n'est pas étrangère à ce que ce genre fut pour grande partie l'œuvre d'«étrangers» précisément, européens en exil forcé

de persécution, de culture, l'expressionnisme allemand emmené au réalisme poétique français, enfin une conscience absurde et urgente, de nihilisme et de résistance politique. Folie et fatalité : les œuvres les plus hautes en sont les chambres d'échos, les écarquilllements d'un peuple maudit. Tourneur, Ulmer, Lang, Preminger, Siodmak, Sirk, Ophüls, De Toth, Wilder, même Hitchcock le Britannique, etc. Un univers très noir en effet.

Vamp. Des quatre films que la société de distribution Camilla a choisi de ressortir en salles dans leurs versions restaurées en les regroupant sous l'égide du «film noir», trois relèvent vraiment du genre – puisque *L'Emprise* date de 1934. Réalisé par John Cromwell avec Leslie Howard et une jeune «bitch» Davis forcenée, passable par ailleurs, le film tient surtout du pré-code tardif, mélodrame «immoral» qui s'est détourné de la figure de femme perdue, protagoniste des années 20

Sa noirceur fondamentale n'est pas étrangère à ce que ce genre fut pour grande partie l'œuvre d'«étrangers» précisément, européens en exil forcé.

et 30, pour adopter le point de vue plus moral et bien-séant de l'homme maudit (Leslie Howard, «féminisé» à dessin, homme faible au pied bot), tel que le roman original de Somerset Maugham le dépeignait dans un esthétisme décadent et languide.

Deux sont d'authentiques séries B indépendantes, d'authentiques curiosités. Car *La Rue rouge* de Lang est la réputée seconde adaptation de Georges de La Fouchardière après *La Chienne* de Renoir. Le film vaut surtout pour Joan Bennett, actrice géniale (et langoureuse) parvenant à élever son personnage de grue manipulatrice et manipulée à une lumière d'ironie franche, la transparence presque ingénue, tout au contraire des mines constamment perfides de Davis surplombant chaque masque. Bennett a su jouer avec une égale prestance détachée des deux versants de la femme telle qu'un certain Hollywood «noir» se la figurait, et sa découpe manichéenne : la vamp et la victime, la fille du ruisseau et la femme au foyer, la putain et bonne, dont elle parvenait à exprimer les noirceurs et lividités, qui font comme une vapeur d'eau sur son visage et ses yeux brillants, dotée de ce naturel semblant dénué de la perversité des films (sur les tournages, entre les prises, elle revenait à son tricot).

Le Piège, d'André De Toth qu'on a connu moins fade, ne recèle qu'un seul moment qui décolle : son dénouement nocturne dans le pavillon de la famille américaine éphémèrement menacée. Le film noir dans ses moins bons jours à l'épaisseur du conte moral pour bons garçons. Il vise comme ici l'intrigue en

succédant lointain d'*Assurance sur la mort* les hommes adultérins aux prises avec de petites gentilles louves, les rappelle au droit chemin et à une vie rangée. Toutefois *Le Piège* bénéficie de la belle image de Harry J. Wild mettant en relief les chapeaux mous d'hommes aussi mous que leur chapeau (Dick Powell) et beaucoup d'acteurs du genre : Fred MacMurray, Robert Montgomery, Dan Duryea..., les éclats blonds de Lizabeth Scott à la voix rauque mixée de Bacall et Dietrich, les noirceurs de seconds couteaux aux tranches plus expressionnistes que le décor : ici Raymond Burr. Et là, Peter Lorre et Steve Cochran dans *L'Évadée*, réalisé par Arthur Ripley, produit par Seymour Nebenzal, le diamant noir du quart, un très beau film, étrange parmi les plus étranges.

Soldat. Nebenzal, un représentant de cette Mitteleuropa exilée, juive, avait été un producteur de films allemands puis français des plus importants : Nero films, sa société baptisée non pour la noirceur future d'un genre encore à créer, mais à partir des noms de ses deux fondateurs, Nebenzal et Richard Oswald, imposa *M* et *le Testament du docteur Mabuse*, *Atlantide*, *les Hommes le dimanche*, *Mayerling*... Aux États-Unis, quelques films notables en indépendant dont *L'Évadée* (1946) à son actif. Quelque part entre Jacques Tourneur et Joseph H. Lewis, il y a chez Ripley, réalisateur formé chez Stroheim et Browning, au destin aussi maudit, semblait-il, que celui de son héros et de son héroïne (Robert Cummings, Michèle Morgan) la même qualité lyrique déchamée. Tourneur et Lewis sont les plus grands du film noir au sens où le genre exige une innocence radicale pour exposer la perversion et le mal – et demande par conséquent une science des ellipses. Ripley déploie une poésie hagarde faite de changements d'axe et des fondus enchaînés, du hors-champ comme hors temps qui donne au récit sa rêverie fluide, l'enchaînement fluide d'accidents invraisemblables, futurs, passés, comme la hantise d'une mort imminente.

Le récit d'amour fou (et son twist qu'à tort certains lui reprochent) est fait des perforations et trous entre les images, entre les sentiments, les personnages et leur violence. L'œuvre de Ripley exsude le désarroi somnambule des hommes «dérangés». Ripley est comme Tourneur ou Ulmer un cinéaste «des rêves», abstrait, insulaire et isolé, cerné de rivages et de mers à traverser en contrebande. Dans *Prisoner of Japan* (1942 coréalisé avec Ulmer), cette phrase : «I'm half asleep.» Un cinéma «à demi endormi», divagant entre deux rêves effilochés, un sombre souvenir et un amour fou. Le film noir comme il prend souvent la forme d'un rêve de soldat américain de retour de la guerre, regardant avec amour la femme qu'il veut sauver comme ce continent qu'il a libéré, avec cette mélancolie aussi poisseuse que le sang versé.

CAMILLA NEVERS

LE PIÈGE d'ANDRÉ DE TOTH (1942)
LA RUE ROUGE de FRITZ LANG (1945)
L'ÉVADÉE d'ARTHUR RIPLEY (1946)
L'EMPRISE de JOHN CROMWELL (1934)

CINÉMA

«Speak No Evil», c'est un grand oui clos!

Dans un excellent long métrage d'épouvante, James Watkins installe une mécanique infernale entre deux familles que tout oppose.

Il n'y a pas de croque-mitaine dans *Speak No Evil* de James Watkins. C'est pourtant, et tel que le laisse présager le logo de l'usine Blumhouse qui introduit son générique, un film d'épouvante, une accretion phénoménale de tension, un ride résolument éprouvant. Mais si la menace existentielle finit par s'incarner, le ressort de la terreur est sans visage à proprement parler: elle est l'Autre, qui vit tout près et si loin, avec lequel on sait qu'on ne fraiera jamais. L'Autre qu'on souhaite secrètement devenir en même temps qu'on se félicite d'être devenu son opposé. Celui qu'on envie pour sa liberté tout en s'horifiant du chaos qu'il cause en l'exerçant. Le scélérat qui s'autorise à embrasser ses pures instincts et les pires idéologies, celles du côté de l'égoïsme, de la mort et de la cupidité. Un démon si l'on tient à ce champ sémantique, mais pas de ceux surnaturels qui

s'échappent des entrailles de la terre pour venir nous corrompre, plutôt de ceux qui habitent nos sociétés et s'activent à nous dominer, nous bouffer, nous écrabouiller.

Exubérance. Remake d'un film danois très remarqué qui poussait jusqu'à son extrémité horrifique la logique misanthrope de la satire sociale horrifiante à la Ruben Østlund, *Speak No Evil* oppose pour le plaisir de l'anomalie deux familles: l'une argentine et américaine, expatriée à Londres, gorgée de privilèges, de précautions sociales et de névroses propres à la bourgeoisie riche d'un capital culturel confortable; l'autre emblématique des nouveaux riches, arrogante, habileuse, tapageuse, ne doutant de rien, surtout pas de son bon droit à arracher ce qui était interdit à ses ancêtres de condition plus humble – le monde entier. Les premiers, Louise



McAvoy est formidable en prédateur pervers. PHOTO: UN VISAGE

et Ben Dalton et leur fille Agnes, rencontrent les deuxièmes, Paddy, Ciara ainsi que leur fils Ant, au bord d'une piscine en Italie. D'abord atterrés par tout ce que Paddy incarne, débite et représente, les trois finissent de se laisser charmer – surtout Ben, homme plein de doute, les yeux tremblants d'effroi, in fine pas indifférent à l'exubé-

rance toxique du mascu anglais, sacré bonhomme (tout pourrait se résumer à la mise en regard de ceux qui les incarnent, le délicat Scoot McNairy face à James McAvoy, plus massif et bouffeur d'écran que jamais). Aussi quand Paddy et Ciara proposent à la famille de prolonger l'idylle des vacances le temps d'un week-end dans leur maison du De-

von, les Dalton se laissent convaincre. *Speak No Evil* peut dès lors lancer son infernale machine dans un huis clos champêtre.

Calvaire. Un piège a été tendu, dont Paddy est le prédateur et Ben, Louise et Agnes les victimes, mais tout le sel de *Speak No Evil* tient aux prodiges de perversion du tortionnaire pour prolonger le calvaire de ses prisonniers. Calvaire social et psychologique pendant la grande majorité du métrage, longtemps indissociable de la comédie cruelle, le fatidique moment de la bascule est interminablement repoussé. La manœuvre est un peu grossière par moments mais McAvoy est prodigieux de malice et d'animalité, tout comme Mackenzie Davis face à lui, mère courage d'un genre qu'on n'avait jamais vu aussi finement dessiné dans un film de genre. Vraiment excellent.

OLIVIER LAMIN

SPEAK NO EVIL

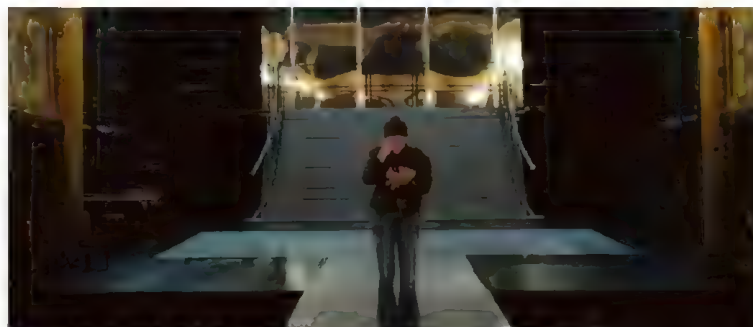
de JAMES WATKINS avec James McAvoy, Mackenzie Davis, 1150

«Rue du Conservatoire», Donzelli en belle compagnie

La cinéaste suit une jeune metteuse en scène iconoclaste qui monte «Hamlet» pour la fin de ses études. Un docu malicieuse sur l'ébullition créative d'une nouvelle génération de théâtres.

Une jeune femme de 26 ans s'appête à monter *Hamlet* pour clôturer en beauté ses études d'art dramatique au Conservatoire de Paris. Une réalisatrice aguerrie qui fête ses 50 ans acceptée de la filmer pendant ce processus de création et de s'offrir, en prime, une petite cure de jeunesse. Bienvenue *Rue du Conservatoire*, dans le docu bricolé de Valérie Donzelli, qui retrouve avec cette petite forme son savoir-faire d'artisan et cette patte unique qui fait son charme. Elle commence ainsi par un aveu rieur: en 1996, elle a raté le prestigieux concours, ce qui a peut-être contribué à faire d'elle

une cinéaste plutôt qu'une actrice. Un mal pour un bien. C'est un peu le sens de tout le film, qui prend la jeunesse de ces comédiens pour ce qu'elle est, une somme fourrue de désirs, de rêves, d'ambitions, de postures et de malades, d'egos et de liens sincères: il sera bien temps de démentir tout ça plus tard, et de faire le compte des occasions manquées. Les temps ont changé depuis 1996, Clémence n'accouche pas dans la douleur de son *Hamlet*, pas plus qu'elle ne soumet ses camarades à la tyrannie de son génie naissant. On pense en la regardant faire à la méthode Chéreau, définitivement remise au



Dans son documentaire, Valérie Donzelli suit une troupe. PHOTO: RECTANGLE PRODUCTIONS

grenier avec les vieilleries: la beauté du geste de Donzelli vient de sa curiosité à documenter un nouveau moment dont elle découvre la puissance. Comment de très jeunes gens travaillent avec pugnacité et passion, mais n'en passent pas par la case prise de pouvoir et humiliations.

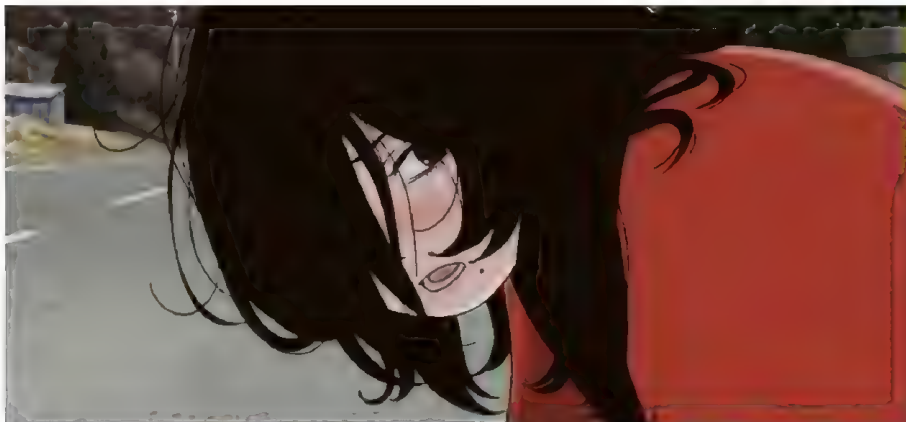
Comment Clémence, cette jeune femme élevée à la très stricte Légion d'honneur, s'invente en metteuse en scène ambitieuse et iconoclaste, qui n'hésite pas à faire mourir Hamlet en plein milieu de la pièce, et à le faire renaître sous les traits d'Ophélie. Comment la petite troupe prépare

son spectacle en cinq semaines avec une énergie de jeunesse à nulle autre pareille. Valérie Donzelli, avec une humilité malicieuse, déplace sa position, se déleste du poids des ans: elle n'est plus la sachante venue donner un cours sur le jeu d'acteur au cinéma, elle est

cette petite souris (filmée dans un coin du Conservatoire) qui profite de l'ébullition ambiante pour garder une modeste trace de nos plus belles années.

LAURA TUILLIER

RUE DU CONSERVATOIRE de VALÉRIE DONZELLI, 1150 minutes - 16/20



«Look Back» nous prend aux strips

Kiyotaka Oshiyama réussit à adapter le manga tout en intériorité de Tatsuki Fujimoto sur l'amié entre deux ados dans un beau moyen métrage d'animation.

A rebours de ce qui a été dit pendant des années sur l'uniformité plastique du manga et des animés, qui déclinaient à l'infini les mêmes designs, il faudrait saluer ici l'incroyable capacité des studios d'animation japonais à se fondre dans un trait singulier. Bien que réalisé par un studio indépendant qui fait ses pre-

mières armes, *Look Back* stupéfait par sa façon de s'appropriier et d'habiter les lignes tracées auparavant par le mangaka Tatsuki Fujimoto. C'est impressionnant et assez beau de retrouver à l'écran ces étranges visages poupons creusés de cernes. De voir traduit l'essence de son dessin en une fragilité de corps qui semble empruntée à Egon Schiele et une «fuck you attitude» venue de la new wave du manga, Katsuhiko Otomo en tête. Magie de la rencontre d'un geste éminemment personnel – le dessin – et d'un processus industriel, reproductible à la chaîne – l'animation.

Joie fragile. Pour autant, on ne donnait pas cher de cette adaptation de *Look Back*. D'abord parce que le manga d'origine est court et

que son matériau semblait peu adapté à un long métrage. En une centaine de pages tendues, Fujimoto y racontait l'émergence d'une puissante amitié entre deux lycéens qui vouent leur vie à la bande dessinée, jetant leur âme dans les pages qu'elles noircissent compulsivement. C'était l'histoire de deux vies solitaires soudain illuminées par la complicité. L'histoire d'une joie fragile, temporaire et éternelle. La brièveté du récit était pour beaucoup dans son impact. Plutôt que de forcer les choses, de diluer pour tenir une heure et vingt minutes, le Studio Durian contourne le problème. Il s'agit ici d'un moyen métrage d'une heure, les contraintes liées à l'exploitation en salles n'étant pas la priorité de la plateforme qui l'a commandé – ce

qui explique son exploitation évenementielle en France, le diffuseur Eurozoom n'obtenant le droit que de diffuser le film pendant deux jours mais sur plusieurs centaines d'écrans.

Poches de folie. La question du format réglée, restait un autre problème de taille : même si le manga jouit d'une très belle réputation, qui en faisait un candidat naturel à une adaptation ciné, son langage repose sur un travail de la répétition, sur une série de plans fixes rejoués en boucle montrant l'acharnement et le temps infini que ses deux protagonistes passent à leur table à dessin. Silhouettes émitouffées dans un sweat-shirt, captées de dos. Pour Fujimoto, ce récit intime tout en intériorité était un moyen de montrer

qu'il pouvait être autre chose que le dessinateur de l'hyper-cinétique *Chainsaw Man*. Pour le jeune cinéaste Kiyotaka Oshiyama, nier la répétition de ces plans fixes, c'était passer à côté d'une des images clés du manga. Mais se coller à une mise en image trop fidèle, revenait à condamner le mouvement. Pour son premier long, cet animateur clé sur *Le vent se lève* qui s'est illustré comme réalisateur de plusieurs épisodes de séries mémorables (*Space Dandy*, *Devilman*) trouve une solution élégante : mettre en images et en mouvement les bandes que dessinent Fujino et Kyōmoto. Sitôt après avoir installé son ambiance réaliste, le film décroche en entrant dans un strip minimaliste de Fujino, où la naïveté de couleurs vives et joyeuses permet d'émouvoir un gag gore. Plus tard, les BD de la reclusse Kyōmoto donnent naissance à un monde de pastel gras ou de noir et blanc vibrant. C'est à la manière de ces petites poches de folie que le film s'approprie les plans fixes de Fujimoto. Pensé à la fois comme des parenthèses et des temps forts. Avant de se transformer en album photo quand le drame se referme sur ses deux ados. Une belle surprise.

MARIUS CHAPUIS

LOOK BACK de KIYOTAKA OSHIYAMA. In OS : En salles un, quement samedi et dimanche

«Les Barbares» tend le Breton pour se faire battre

Malgré quelques scènes touchantes, la comédie de Julie Delpy sur le racisme de villageois bretons face à une famille d'immigrés syriens verse dans la caricature de la ruralité.

Paimpont, c'est un village de Bretagne dont (presque) tous les habitants sont impatients de pouvoir venir en aide à des Ukrainiens menacés par la guerre : logement pourvu, nourriture offerte par les épiceries, drapeau bleu et jaune hissé près de la mairie... Or, faute d'extrêmes venus de l'est, ce sont les Fayad, des réfugiés syriens, qui débarquent. Évidemment, la façade bienveillante s'effondre à la vue de la famille arabe : elle est accueillie par des regards fuyants, des sourires amers et même un tag anti-«barbares». Malgré les efforts

de Joëlle (Julie Delpy), l'institutrice, le ton monte, le plombier (Laurent Lafitte) sabote des canalisations et le maire (Jean-Charles Clichet) perd peu à peu le contrôle de la situation. Pour cette incursion dans le genre fort usité de la comédie de luxe – surtout au niveau du casting, où l'on retrouve également Sandrine Kiberlain, India Hair ou Marc Fraize –, Julie Delpy s'aventure sur le terrain connu du comique fondé sur les différences culturelles, qui irrigue depuis plusieurs années les filmographies de Christian Clavier ou Didier Bourdon. Mais, contrairement aux exemples susnommés, *les Barbares* a pour lui de montrer patte blanche quant au traitement de la «minorité» autour de laquelle s'articulent les gags. Les réfugiés ne sont ici jamais utilisés comme les dindons d'une farce un peu douteuse, et se voient au contraire accorder



Les Barbares se déroule à Paimpont (Ille-et-Vilaine). J. RANIE L. FAUTE

les scènes les plus touchantes. L'attention sincère portée aux questionnements d'Alma (Rita Hayek), docteure émérite qui craint de ne pas trouver un travail à la hauteur de ses compétences, ou de Marwan (Ziad Bakri), inquiet pour son frère resté en Syrie, nous assure que Delpy s'intéresse bien à eux par

humanité, et non par opportunisme. On comprend vite qui sont les vrais «barbares», soit ces villageois à l'altruisme hypocrite, plus disposés à épauler le *Macron* qu'à sacrifier quoi que ce soit pour les nouveaux venus. Tous les habitants s'avèrent en effet situés sur un spectre reliant la discrimina-

tion ordinaire à la franche xénophobie – à l'exception de l'institutrice, donc le rôle que se donne Delpy. Si, certes, le racisme trouve un certain ancrage dans les communautés rurales, on peine à se défaire de la sensation que le portrait respectueux de la famille syrienne se dessine en déplaçant la caricature du côté des campagnards, dont le film exalte la bêtise – quand ils ne sont pas, en outre, alcooliques. Une partie des plans épouse d'ailleurs le point de vue d'un caméariste de reportage venu documenter l'arrivée des réfugiés, qui semble incarner ce regard citadin surplombant. Malgré l'avalanche de bons sentiments, on finit donc, au milieu de quelques sourires épars, par tout de même grincer des dents.

CLÉMENT COLLIAUX

LES BARBARES de JULIE DELPY. In OS : En salles un, quement samedi et dimanche

CINÉMA

«Toxicily», en queue de poison

Consacré aux victimes de la pollution d'une zone pétrochimique dans l'est de la Sicile, le documentaire reste en surface de son sujet ambitieux.



Une zone pétrochimique en Sicile. PHOTO JHR FILMS

La zone pétrochimique d'Augusta-Priolo se situe au nord de Syracuse, dans l'est de la Sicile. L'endroit est moins réputé que sur la même côte, Taormine, l'Etna, Catane, ou le grand théâtre antique de Syracuse sur lequel se clôt avec belle solennité le documentaire de François-Xavier Destors et Alfonso Pinto. Augusta n'apparaît sur aucun guide du Routard et pour cause : nul n'a intérêt à en vanter les charmes pelés, les terres et fruits contaminés et les listes des victimes de cancer aux noms égrenés par le prêtre lanceur d'alerte devant quelques habitants regroupés en association. Le «film de zone» qu'est *Toxicily* (contraction du titre à la crasse trop astucieuse) s'éloigne résolument de la zone touristique pour filmer la désolation et les ruines de la région sinistrée. La pollution du complexe industriel coupant l'horizon de la mer

et les champs de figuiers de ses cheminées hérissées, de ses cuves formant parfois, la nuit, un paysage d'apocalypse à la beauté des catastrophes, en fait une zone interdite, «*pericolo di morte*», où les vaches paissent et les poissons crèvent avant de nourrir les hommes. Il y a le poids du sujet, l'ambition du projet, et le résultat plus anecdotique du film. Bien parti et filmé, il répète vite la même déploration une heure durant avec ses protagonistes démunis : le constat tragique qu'on meurt ici où l'on travaille, de son travail... La Sicile, poubelle de l'Italie et paradis des vacanciers, mérite plus qu'un film restant en surface du monstre, comme le forage, elle veut plus de profondeur.

CAMILLE NEVERS

TOXICILY de FRANÇOIS-
XAVIER DESTORS et
ALFONSO PINTO (1 h 18).



L'actrice sénégalaise Anna Diakhère Thiandoum incarne Mati, la fille de Massamba. STUDIOCANAL

«Ni chaînes ni maîtres», droit de fuite

S'il oscille parfois maladroitement entre devoir de mémoire et grand spectacle, le film sur une traque d'esclaves au cœur de l'actuelle île Maurice rend justice aux opprimés.

Entre drame historique et *survival*, *Ni chaînes ni maîtres* ambitionne un grand film populaire sur la question de l'esclavagisme, jusqu'ici pré carré du cinéma américain. Avec son casting mêlant stars (Benoît Magimel, Camille Cottin) et jeunes premiers (Vassili Schneider, Félix Lefebvre) et son budget conséquent (près de 8 millions d'euros), le film tend presque un miroir aux récentes adaptations mastodontes du patrimoine littéraire français, tentant de s'attaquer, cette fois avec rigueur plutôt que sous l'angle de la fantaisie romanesque, à l'histoire du pays et ses zones d'ombre.

Tyrannielux. Simon Moutairou se place en 1759, au cœur d'une plantation située sur l'île de France – aujourd'hui île Maurice. Le cadre resserré de la cannerie permet d'embrasser au cinéaste de brosse une série de portraits représentatifs des différents rouages de la machine esclavagiste, du gouverneur de l'île aux esclaves en passant par Larcenet (Magimel), propriétaire de la plantation, et Massamba (Ibrahima Mbaye Tchic), personnage principal du film, «employés» comme contremaître pour

veiller au bon travail de ses confrères. Surnommé «Cicéron» par ses maîtres à qui il sert d'interprète, ce dernier subit le mépris des deux partis, à la fois raillé par ses camarades qui le considèrent comme un traître et manipulé à sa convenance par Larcenet. L'apparition du maître, un enfant d'esclave dans les bras, alors qu'il contrôle la récolte, synthétise d'ailleurs de manière assez fine la façade qu'entretient ce tyran mielleux, entre figure paternelle et patron attentionné.

Cette restitution attentive se trouve bientôt percutée par le versant le plus spectaculaire du film : l'arrivée d'un nouveau gouverneur particulièrement cruel contraint Mati (Anna Diakhère Thiandoum), la fille de Massamba, à prendre la fuite. Son père part à sa recherche, espérant retrouver sa trace avant La Victoire (Camille Cottin), une chasseuse d'esclave fanatique, dans une course-poursuite à travers l'île. Si *Ni chaînes ni maîtres* aspire alors à en mettre plein la vue (larges panoramas, amples travellings accompagnant les chevauchées, caméra portée chaotique lancée aux trousses des poursuivis), la mise en scène évoque davantage les poncifs de séries télé luxueuses : dialogues emballés au steadicam, grand angle et faible profondeur de champ, montage alterné mécanique et enchaînement cadencé de péripéties. On pense parfois au *Comte de Monte-Cristo* dans la volonté du film, pourtant plus modeste, de bander les muscles, quitte à entrer dans un moule plus formaté et impersonnel. Il faudrait, pour sortir des sentiers battus, s'en remettre plutôt à la

part de mystique ménagée par le film. Dès les premières séquences, Mame Nguessou (Swala Emati), la femme de Massamba décédée durant la traversée maritime jusqu'à l'île de France, apparaît sous forme d'esprit. Si elle semble d'abord belle, poussant Mati à s'attaquer aux maîtres blancs, cette présence fantomatique s'affirmera comme un guide pour Massamba au fil de plusieurs séquences de rêves versant dans une iconographie fantastique.

Surnaturel. Culminant par des ondulations de lumière miraculeuses en pleine nuit, ces manifestations spectrales offrent ainsi parmi les plus beaux plans du film : alors que Mame Nguessou apparaît en pleine nuit, la lueur bleue de la lune sur le rouleau de son dos noir dessine l'océan qui fut son tombeau. L'esprit émancipateur incarne ainsi un ailleurs possible, hors de cette île-prison, que concrétisera la scène finale. Par toutes ces touches de surnaturel, *Ni chaînes ni maîtres* rend justice aux croyances de ses personnages, dont il épouse complètement le point de vue – jusqu'à user de plusieurs plans subjectifs. Si, à voir la totalité du film, la balance entre devoir de mémoire et grand spectacle achoppe parfois, Simon Moutairou sait où se trouve le cœur du projet : rendre justice au regard des opprimés.

CLÉMENT COLLIAUX

NI CHAÎNES NI MAÎTRES
de SIMON MOUTAIROU avec
Ibrahima Mbaye Tchic, Benoît
Magimel... 1h38.

FESTIVAL (RE)MIX :
PROTEST SONGS, MUSIQUES DE RÉSISTANCE !

9 performances pluridisciplinaires
inspirées par 4 musiques

Avec Pauline Tremblay, Betty Tchomanga,
Fanny Meteier, le Groupe Chiendent...

P O P
AUTOMNE 24
SEPTEMBRE > DÉCEMBRE

SPECTACLES

3 créations entre théâtre, art visuel,
art lyrique et performance

De Vanasay Khamphommala, Élise
Dabrowski, Nikhil Chopra & Uriel Barthélémi

La Pop
Péniche amarrée
face au 81 quai
de la Seine
75019 Paris



www.lapop.fr

Son surmoi c'est ça

Sonia Devillers Bavarde et bosseuse, la journaliste est une perfectionniste angoissée, dopée à l'exercice du direct.



Pile. Sonia Devillers irradie, séillante et impériale. Elle parle avec un vocabulaire choisi, sa prononciation parfaite fait son charme. Face. Elle se dit écrasée par un surmoi tel que malgré dix ans d'analyse, elle s'interdit des tas de choses, à commencer par le plaisir. «Ça viendra plus tard», dit-elle sans y croire. Pile. Elle n'est pas mondaine, a gardé les mêmes amis depuis quarante ans malgré sa célébrité, se met

au lit à 22 heures et travaille comme une dingue. Face. Terrorisée par ce portrait dans *Libé* qu'elle a pourtant désiré, elle nous appelle le lendemain de l'entretien en insistant point par point sur des sujets déjà évoqués la veille, en employant exactement les mêmes mots. Pile. Attachante. Face. Exigeante. Sonia Devillers, par tous ces aspects, en impose. Bien que rompue à l'exercice de l'interview, se retrouver de l'autre côté du micro, de toute évidence, la flatte et l'embarrasse. Pour contourner le malaise, elle ne nous laisse pas en place une. Pourtant les failles sont partout et elle les revendique, comme une invitation à fendre l'armure : «Je n'ai aucune mémoire des dates. Et j'ai une mauvaise orthographe. Et aucune notion des espaces. Je n'arrive pas à situer les pays à l'est de l'Europe.

Même la Roumanie, ce n'est pas évident pour moi. Que ces loupes soient dues à son école primaire alternative, Decroly, à Saint-Mandé, où elle a «beaucoup appris à s'exprimer, mais où on n'a pas fait beaucoup de grammaire» ou à une histoire familiale trouble qu'elle raconte dans *Les Exportés*, son livre paru en 2022, le résultat est le même : derrière la voix assurée se cache un monde plein de silences qu'elle n'a pas supportés.

Une piste pour comprendre son amour pour l'oralité, au point d'en faire son métier ?

Sonia Devillers admet venir «d'une famille compliquée», et le mot est faible quand on lit son histoire. Entre 1950 et 1989, l'Etat roumain a «exporté» ses ressortissants juifs en Israël ou vers le bloc de l'ouest contre du bétail et du matériel agricole. Une partie de sa famille (sa mère, sa tante, ses grands-parents et son arrière-grand-mère) a fait l'objet de ce trafic abject, qu'elle raconte par le menu. Quand *Les Exportés* est publié, les réactions furent outrées. Comment ? Un vaste trafic d'êtres humains au cœur de l'Europe, et personne n'en aurait entendu parler ? Dès 1988 pourtant, à *Libération*, le journaliste Jean Stern, qui enquêtait sur la Roumanie, avait voulu évoquer ces sujets, mais son article fut en partie coupé tant les

preuves manquaient. Depuis, le travail scientifique de l'historien Radu Ioanid, devenu ambassadeur de Roumanie en Israël, a révélé ce que les archives, longtemps classifiées, renfermaient d'Innommable. Pour Sonia Devillers, écrire ce livre fut un soulagement, et une nécessité aussi : «Parfois, les écrivains que j'interviewe disent qu'ils ont fait un livre pour la mémoire de leur grand-mère, de leur sœur, peu importe, mais ce n'est pas vrai : on écrit pour soi. Écrire, c'est égoïste.»

Un égoïsme tellement universel qu'elle vend plus de 70 000 exemplaires et fait «cinquante-cinq conférences et rencontres en librairies en une année. Je ne m'attendais pas à un tel succès. J'ai fini chez le cardiologue avec de la tachycardie». Elle reçoit des centaines de lettres de soutien de partout dans le monde, se fait des nouveaux amis parmi les enfants d'«exportés», terme qu'elle a forgé, aujourd'hui repris par ceux qui se sentent les victimes indirectes de cette vaste tragédie. «On s'appelle "les cousins" !» dit-elle avec cet irrésistible humour juif, bien qu'elle ne se revendique d'aucune confession. «Je suis techniquement juive, rien d'autre.» Elle boit une gorgée de thé, reprend son souffle. Un rayon de soleil entre dans son appartement parisien au cinquième étage, sobre et de bon goût, où la haute culture se faufile du sol au plafond, dans des bibliothèques remplies de classiques. On pourrait penser qu'elle vit seule, tant le décor semble

façonné à son image. Son diplôme de chevalier des arts et des lettres, qui date de 2022, trône dans les étagères, tout comme son propre faire-part de naissance, artistiquement réalisé, ou encore son livre en plusieurs exemplaires traduits dans quelques langues... Elle vit pourtant avec ses deux fils, 19 et 17 ans, en garde alternée. «Si vous voyiez leurs chambres, ce sont de vrais ados.» C'est sur la maternité, étonnamment, qu'elle lâche du lest, là où partout ailleurs, «elle veut tout contrôler, c'est une perfectionniste. D'un côté elle est lumineuse, de l'autre, elle fait beaucoup d'insomnies», raconte Laurence Pons avec tendresse, sa meilleure amie depuis ses onze ans. On lui apprend que Wikipédia révèle sa relation avec Philippe Collin, autre journaliste de France Inter.

Elle sursaute : «Quoi ? C'est sur Wikipédia ?» Quand elle parle de ses parents, tous deux architectes, sa fierté déborde. «Mon père [Christian Devillers, ndr] a eu une très belle carrière. Il a voulu être un intellectuel de l'architecture. Mes parents sont des gens qui m'ont communiqué une forme d'inquiétude à vie et d'intranquillité permanente, mais aussi une grande droiture morale.» Cet héritage l'écrase autant qu'il l'enorgueillit. Elle étale son capital culturel sans les précautions d'usage : «Ils m'ont transmis le goût de l'effort. En plus d'un appétit vorace pour la culture. C'est grâce à eux si j'ai passé toute mon enfance dans des musées, mes étés à lire, mes vacances à apprendre à dessiner.» Quand elle entre au Figaro en 1998 sans formation de journaliste après un DEA de philosophie sur Bergson, elle travaille pendant des mois sans convention de stage. «Et donc sans salaire ?» «Sans salaire !» lance-t-elle crânement, sans se rendre compte du privilège immense que cela représente. On lui demande si elle est de gauche, elle répond que depuis un certain temps, elle se cherche.

Vite, un autre sujet : sa vie publique, la femme médiatique. Celle qui, en 2022, a accepté de faire de la télé en animant le Dessous des images sur Arte. «J'avais refusé tous les projets jusqu'à celui-là, parce que cette fois, ça me convenait vraiment, sur une chaîne que j'aime vraiment.» Depuis l'an dernier, elle est la voix de *L'Invité de 7h50* sur Inter. Tout dire dans un temps millimétré. De l'orfevre sous haute pression. «C'est un moment de radio qui permet d'avoir accès à des invités extraordinaires, et en même temps, c'est un rouleau compresseur. On y pense tout le temps. L'interview du lendemain me colonise la tête.» Malgré la pression, elle y rend «des moments de joie intense. J'ai un amour fou de l'interview. J'ai dû trouver ma voix et ma voie entre Léa [Salame] et Nicolas [Demorand], qui se connaissent depuis dix ans, et je pense que je l'ai trouvée. Il y a un vrai truc d'affection qui s'est passé. Sa déférence envers ses chefs et sa reconnaissance envers ses collègues qu'elle admire est infinie. «J'adore avoir des chefs ! Je n'ai aucun problème avec les chefs ! Quand on me demande de faire un truc, je le fais à 300 %». Pas besoin d'insister : le surmoi, c'est vraiment son truc. ◀

31 janvier 1975

Naissance aux Lilas.

1998 Entrée au Figaro.

2005 France Inter.

31 août 2022 *Les Exportés* (Flammarion).

Septembre 2023 *L'Invité*

du 7h50 sur France Inter.

LE PORTRAIT

Par **MARIE-ÈVE LACASSE**
Photo **LUCILE BOIRON, MODDS**

16 ANS
GROUPE SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

Dédier des experts aux chefs d'entreprise, voilà comment on fait grandir vos idées.

Nos banquiers en centres d'affaires ainsi que nos différents experts (stratégie immobilière, banque privée et banque d'investissement) vous accompagnent dans les moments clés du développement de votre entreprise et de votre patrimoine.



Rendez-vous sur entreprises.sg.fr/sg-entrepreneurs

Société Générale, S.A. au capital de 1 015 044 435 €. 552 120 222. RCS Paris – Siège social : 29, bd Haussmann, 75009 Paris. Intermédiaire en assurance, dûment enregistré à l'ORIAS sous le n° 07 022 893 (www.orias.fr). SG est une marque de Société Générale. Crédit photo : Manu Fauque. Septembre 2024.